

UN LIBRARY

1963

UN/SA COLLECTION



**RAPPORT**  
**DU COMITE SPECIAL**  
**POUR LE SUD-OUEST AFRICAIN**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 12 (A/5212)**

**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DU COMITE SPECIAL**  
**POUR LE SUD-OUEST AFRICAIN**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION**  
**SUPPLEMENT No 12 (A/5212)**



**NATIONS UNIES**  
*New York, 1963*

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIERES

### *Première partie*

#### Introduction

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
Ier. — Organisation et mandat du Comité spécial.....	1-6	1
II. — Description succincte des activités du Comité spécial.....	7-18	1

### *Deuxième partie*

#### **Rapport du Président et du Vice-Président sur leur visite en Afrique du Sud et au Sud-Ouest Africain**

Note introductive du Comité spécial.....	19	3
Lettre d'envoi, en date du 3 août 1962, adressée au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain.....		3
Rapport du Président et du Vice-Président.....		4

### *Troisième partie*

#### **Auditions de pétitionnaires et pétitions écrites**

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
Ier. — Auditions de pétitionnaires.....	20-40	8
II. — Pétitions écrites .....	41-57	11

### *Quatrième partie*

#### **Observations, conclusions et recommandations**

Ier. — Observations générales sur la situation au Sud-Ouest africain.....	58-77	13
II. — Conclusions et recommandations .....	78-82	15

### *ANNEXES*

I. — Résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961 sur la question du Sud-Ouest africain .....	16
II. — Communiqué, en date du 2 juillet 1962, approuvé par le Comité spécial à sa 6ème séance (privée).....	16
III. — Texte des télégrammes adressés au Gouvernement philippin et au Gouvernement mexicain conformément à la décision prise à sa 12ème séance par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain .....	17
IV. — Lettre du 16 juin 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain .....	17
V. — Lettre du 16 juillet 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies.....	18
VI. — Lettre du 16 juillet 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain .....	19

VII. — Lettre du 17 juillet 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain .....	21
VIII. — Lettre du 27 juillet 1962 adressée au Président par intérim du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain par le représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies .....	21
IX. — Résumé des déclarations faites par le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain à la 14ème séance du Comité, le 3 août 1962 .....	21
X. — Résumé des déclarations faites par le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain aux 13ème et 14ème séances du Comité, les 2 et 3 août 1962 .....	22
XI. — Compte rendu des déclarations entendues par le Président et le Vice-Président au Sud-Ouest africain .....	23
XII. — Pétitions et communications écrites reçues par le Comité spécial .....	23
XIII. — Projet de résolution concernant des pétitions et des communications relatives au Territoire du Sud-Ouest africain (approuvé à l'unanimité par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain et proposé pour adoption à l'Assemblée générale) .....	23
XIV. — Carte indiquant l'itinéraire suivi au Sud-Ouest africain par le Président et le Vice-Président du Comité spécial .....	(hors-texte à la fin du volume)

# RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE SUD-OUEST AFRICAIN A L'ASSEMBLEE GENERALE

## PREMIERE PARTIE

### INTRODUCTION

#### Chapitre premier. — Organisation et mandat du Comité spécial

1. Dans sa résolution 1702 (XVI) du 19 décembre 1961<sup>1</sup>, l'Assemblée générale proclamait solennellement le droit inaliénable du peuple du Sud-Ouest africain à l'indépendance et à la souveraineté nationale, et décidait notamment à cet effet la création d'un Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain.

2. Aux termes du paragraphe 2 du dispositif de ladite résolution, le Comité spécial était expressément chargé de certaines fonctions urgentes en vue de préparer l'octroi d'une liberté complète au peuple du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain; le Comité spécial devait s'acquitter de ces fonctions en consultation avec la Puissance mandataire.

3. Le Comité avait notamment pour tâche la réalisation des objectifs suivants:

a) Visite du Territoire du Sud-Ouest africain avant le 1er mai 1962;

b) Evacuation de toutes les forces militaires de la République sud-africaine se trouvant dans le Territoire;

c) Libération de tous les détenus politiques sans distinction de parti ou de race;

d) Abrogation de toutes lois ou règlements confinant les habitants autochtones dans des réserves et leur déniaient toute liberté de déplacement, d'expression et d'association, ainsi que de toutes autres lois ou règlements qui établissent et maintiennent l'intolérable régime d'*apartheid*;

e) Préparation d'élections générales à l'Assemblée législative qui devront avoir lieu aussitôt que possible, sur la base du suffrage universel des adultes, sous la surveillance et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies;

f) Conseils et assistance au gouvernement issu des élections générales, en vue de préparer l'accession du Territoire à l'indépendance complète;

g) Coordination de l'assistance des institutions spécialisées à la population dans les domaines économique et social, en vue de promouvoir son bien-être moral et matériel;

h) Retour dans le Territoire des autochtones qui l'ont quitté, sans risque d'emprisonnement, de détention ou de châtimement d'aucune sorte pour leur activité politique à l'intérieur ou hors du Territoire.

4. Aux termes des paragraphes 3, 7 et 8 du dispositif de la résolution 1702 (XVI), l'Assemblée générale priait également le Comité spécial de s'acquitter des tâches que l'Assemblée générale avait assignées au

Comité du Sud-Ouest africain en vertu des alinéas a, b et c du paragraphe 12 de sa résolution 749 A (VIII) du 28 novembre 1953, de tenir le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux au courant de ses activités et des difficultés qu'il pourrait rencontrer, et d'étudier toutes mesures éventuelles susceptibles de faciliter la mise en œuvre des autres recommandations du Comité du Sud-Ouest africain, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session.

5. Le Comité spécial est composé des membres suivants, désignés par le Président de l'Assemblée générale (voir la lettre du 5 mars 1962 adressée au Secrétaire général par le Président, A/5098): Birmanie, Brésil, Mexique, Norvège, Philippines, Somalie et Togo. Il a tenu sa 1ère séance le 2 avril 1962, au cours de laquelle il a élu comme président M. Victorio D. Carpio (Philippines), comme vice-président M. Salvador Martínez de Alva (Mexique) et comme rapporteur M. Hassan Nur Elmi (Somalie) auquel a succédé M. Omar Arteh (Somalie).

6. Les représentants dont les noms suivent ont participé aux travaux du Comité au cours de la période examinée dans le présent rapport:

*Birmanie*: U On Sein; U Tin Maung; U Maung Maung Soe;

*Brésil*: M. Antonio Houaiss; M. Marcelo Raffaelli;

*Mexique*: M. Salvador Martínez de Alva;

*Norvège*: M. Silvert A. Nielsen; M. Björn Jensen;

*Philippines*: M. Victorio D. Carpio; M. Jacinto Castel Borja; M. Privado G. Jiménez; M. Hortencio J. Brillantes; M. Ernesto Calingasan;

*Somalie*: M. Hassan Nur Elmi; M. Omar Arteh;

*Togo*: Dr André Akakpo; M. Antoine Kponvi.

#### Chapitre II. — Description succincte des activités du Comité spécial

7. Après considération, le Comité spécial a estimé qu'en tant que première mesure pratique permettant de mettre en œuvre de la façon la plus efficace la résolution précitée de l'Assemblée générale, et notamment de s'acquitter des fonctions qui lui avaient été confiées par ladite résolution, il convenait d'établir, avec la coopération de la Puissance mandataire, la présence des Nations Unies dans le Territoire. En conséquence, à la demande du Comité, le Président a fait au début d'avril une démarche auprès du Gouvernement sud-africain, par l'intermédiaire de son représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, M. B. G. Fourie, afin d'obtenir

<sup>1</sup> Le texte intégral de cette résolution est reproduit à l'annexe I.

la coopération de ce gouvernement pour la visite du Territoire du Sud-Ouest africain prévue par le paragraphe 2, *a*, de la résolution 1702 (XVI).

8. A la 2ème séance du Comité, le 5 avril 1962, le Président a fait savoir que le représentant permanent de l'Afrique du Sud avait bien accueilli cette démarche et avait promis de se mettre en rapport avec son gouvernement au sujet de la visite du Comité spécial au Sud-Ouest africain. Le Comité spécial a alors autorisé le Président à envoyer la lettre suivante au représentant permanent :

"Me référant à notre conversation du 3 avril 1962, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai fait part au Comité du sens de notre conversation.

"Au cours de leurs discussions, les membres du Comité ont mis spécialement l'accent sur le fait que la visite recommandée au Sud-Ouest africain devrait avoir lieu avant le 1er mai 1962.

"Le Comité désire confirmer officiellement sa requête de voir votre gouvernement coopérer pour faciliter cette visite, ce qui, j'en suis sûr, serait dans l'intérêt de toutes les parties intéressées."

9. A la 3ème séance du Comité, le 12 avril 1962, la lettre suivante avait été reçue du Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, par l'intermédiaire du représentant permanent :

"1. Le Gouvernement de la République sud-africaine a soigneusement étudié votre lettre du 5 avril adressée à l'ambassadeur Fourie. Ce faisant, il a pleinement tenu compte du rapport de l'ambassadeur Fourie sur l'entretien officieux que vous avez eu avec lui au sujet du troisième point et, particulièrement, de l'esprit de coopération dont semble s'être inspiré votre Comité en abordant la question.

"2. Si l'Afrique du Sud n'a jamais reconnu de compétence aux Nations Unies en ce qui concerne son administration du Sud-Ouest africain, le Gouvernement sud-africain a cependant toujours affirmé qu'il souhaitait — et désirait même très vivement — trouver une solution aux divergences de vues qui ont surgi entre l'Organisation des Nations Unies et l'Afrique du Sud depuis la première session des Nations Unies en 1946 en ce qui concerne le statut et l'administration du Sud-Ouest africain. La longue histoire des discussions passées, ainsi que les nombreuses propositions avancées et réitérées par l'Afrique du Sud au cours de deux sessions précédentes des Nations Unies montrent que c'est toujours le Gouvernement sud-africain qui a offert de formuler et d'examiner des propositions réalistes afin de supprimer cette source permanente de friction qui, depuis de nombreuses années, a eu un effet perturbateur dans le Territoire sur les conditions d'harmonie et de stabilité, si nécessaires pour la protection des intérêts de tous ceux qui y vivent.

"3. Les faits ont montré également que, lorsque le Gouvernement sud-africain n'a pas été disposé à adopter les mesures réclamées par les Nations Unies, son attitude était dictée par sa position juridique. Le Gouvernement sud-africain ne peut pas maintenant s'associer à quelque proposition ou décision que ce soit qui impliquerait qu'il s'écarte de cette position.

"4. A ce propos, votre attention est appelée sur le mandat du Comité, exposé aux alinéas *b* à *h* du paragraphe 2 de la résolution 1702 (XVI) et aux termes duquel l'Afrique du Sud est en fait invitée à admettre sous une forme ou une autre la compé-

tence des Nations Unies, compétence que mon gouvernement a toujours niée et qu'il continue de nier. En outre, il s'agit ici d'une question qui fait à l'heure actuelle l'objet d'une action au contentieux devant la Cour internationale de Justice. Les mesures envisagées aux alinéas *a* à *h* du paragraphe 2 dépassent même la compétence précédemment conférée à la Société des Nations.

"5. Toutefois, si le Gouvernement sud-africain est fondé à penser que le désir de votre comité est d'entrer en contact avec lui en vue d'entretiens visant à trouver une issue à l'impasse actuelle sans obliger la République à modifier sa position juridique ni à examiner les alinéas *b* à *h* du paragraphe 2 de la résolution 1702 (XVI), mon gouvernement entreprendrait volontiers de coopérer dans la mesure possible à cette fin.

"6. Dans ces conditions, il a été décidé de vous adresser à vous-même, en tant que président, et, si on le désire, également à votre vice-président, une invitation pour que vous veniez dans la République en tant qu'hôtes du gouvernement, avec l'assurance que le gouvernement serait alors disposé, sans préjudice de sa position antérieurement exposée, à examiner de manière officieuse la question en litige entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sud-africain. Malheureusement, il ne serait pas possible d'inviter tous les membres de votre comité, car cela pourrait prêter à une interprétation portant préjudice à la position de l'Afrique du Sud dans l'affaire actuellement pendante devant la Cour internationale de Justice.

"7. Si à la suite des entretiens de Pretoria, il semblait souhaitable que vous-même et votre vice-président vous rendiez également au Sud-Ouest africain afin de vous familiariser avec le Territoire et ses populations, une telle visite pourrait alors être organisée."

10. L'invitation du Gouvernement sud-africain a été examinée par le Comité spécial qui, le 13 avril 1962, a autorisé le Président à envoyer la réponse suivante :

"..."

"Eu égard à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale et dans un esprit de coopération, le Comité accueille avec satisfaction, en tant que premier pas de caractère pratique, l'occasion qui nous est offerte, au Vice-Président et à moi-même, de participer de manière officieuse à un examen des questions en litige entre les Nations Unies et le Gouvernement sud-africain et de nous familiariser directement avec le Territoire du Sud-Ouest africain et ses populations.

"Avec l'accord du Comité, le Vice-Président et moi-même sommes donc heureux d'accepter l'invitation de votre gouvernement ; nous serons prêts à nous rendre en Afrique du Sud dès qu'il sera possible."

11. Le Comité spécial a estimé que pour mettre en œuvre de la façon la plus efficace la résolution 1702 (XVI), il aurait été préférable que tous les membres du Comité fussent invités à participer à cette visite, mais il a néanmoins estimé que la visite du Président et du Vice-Président constituait un fait historique, car, pour la première fois, des représentants dûment mandatés de l'Organisation des Nations Unies, chargés d'étudier la question du Sud-Ouest africain, étaient en mesure de pénétrer dans le Territoire et pouvaient

donc faire des observations et recueillir des témoignages sur la situation existant dans ce territoire.

12. Le Comité spécial s'est ajourné pendant la durée de la visite, qui a eu lieu du 5 au 22 mai, et a ensuite tenu quatre séances du 22 juin au 16 juillet pour discuter de l'organisation de ses travaux futurs, compte tenu du fait que le Président et le Vice-Président étaient alors absents du Siège<sup>2</sup>.

13. Le Président et le Vice-Président sont rentrés au Siège le 23 juillet et ont présenté un rapport<sup>3</sup> officiel et définitif sur leur visite en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain à la 10ème séance du Comité tenue le 28 juillet 1962. Ce rapport constitue la deuxième partie du présent rapport.

14. Le Comité spécial a examiné ce rapport à ses 10ème, 11ème et 12ème séances. Il a pris note du rapport qui, selon lui, était satisfaisant et venait à son heure<sup>4</sup>.

15. Le Comité spécial a ensuite abordé la question de la transmission du rapport du Président et du Vice-Président au Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A sa 14ème séance, le Comité spécial a approuvé une lettre<sup>5</sup>

<sup>2</sup> Le texte du communiqué publié par le Comité à l'issue de sa 6ème séance (privée) est reproduit à l'annexe II.

<sup>3</sup> A/AC.110/2.

<sup>4</sup> Le Comité a aussi envoyé des télégrammes aux Gouvernements des Philippines et du Mexique. Le texte de ces télégrammes est reproduit à l'annexe III.

<sup>5</sup> Pour le texte de cette lettre, voir par. 19 ci-après.

par laquelle le Président transmettait le rapport au Président du Comité des Dix-Sept.

16. Outre la documentation contenue dans le rapport du Président et du Vice-Président sur la situation existant dans le Territoire, le Comité spécial a reçu de la part de pétitionnaires de nombreux renseignements relatifs au Territoire. Au cours de ses 11ème, 12ème et 13ème séances, le Comité spécial a entendu et interrogé M. Jariretundu Kozonguizi (South West Africa National Union), M. Moses Garoeb (South West Africa Peoples Organization) et le révérend Markus Kooper, ayant fait droit à leurs demandes d'audition. Au cours de l'année, le Comité spécial a reçu des pétitions écrites. La troisième partie du présent rapport traite des renseignements recueillis à la suite de ces auditions et de ces pétitions, ainsi que des opinions émises par les pétitionnaires.

17. Les services du Secrétariat ont fourni au Comité spécial, à ses 4ème et 18ème séances, des renseignements sur la mise en œuvre de la résolution 1705 (XVI) de l'Assemblée générale relative à des programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain. Le Comité spécial croit savoir que ces renseignements figureront dans un rapport que le Secrétaire général présentera directement à l'Assemblée générale.

18. Le Comité spécial a consacré le reste de ses séances à la préparation du présent rapport qui a été adopté à l'unanimité à la 28ème séance, le 31 août 1962.

## DEUXIÈME PARTIE

### RAPPORT DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT SUR LEUR VISITE EN AFRIQUE DU SUD ET AU SUD-OUEST AFRICAIN

#### Note introductive du Comité spécial

19. En faisant du présent rapport une partie intégrante de son rapport à l'Assemblée générale, le Comité spécial tient à souligner qu'il rend compte d'observations effectuées sur place pour la première fois par des représentants de l'ONU se trouvant dans le Territoire. Il vient corroborer les constatations et les conclusions des résolutions de l'Assemblée générale sur le Sud-Ouest africain et il entre dans le cadre du mandat assigné au Comité spécial pour le Sud-Ouest africain par la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale. On trouvera également ci-après le texte de la lettre adressée au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux pour lui communiquer le rapport du Président et du Vice-Président; cette lettre expose brièvement les vues du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain sur la rédaction et la publication du prétendu communiqué commun. Le compte rendu des débats que le Comité spécial a consacrés à cette question figure dans les documents A/AC.110/SR.12 à A/AC.110/SR.14, où sont contenues les déclarations que le Président et le Vice-Président ont faites à ce sujet; d'autres documents intéressant cette même question sont reproduits aux annexes IV à X.

**Lettre d'envoi, en date du 3 août 1962, adressée au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain**

"Conformément à la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale sur la question du Sud-Ouest africain et à la décision prise par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain à sa 14ème séance, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le rapport du Président et du Vice-Président sur leur visite en Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain.

"Ce rapport, adopté à l'unanimité, est le rapport officiel et définitif présenté par le Président et le Vice-Président. Après un échange de vues, le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain, à sa 12ème séance, a pris note de ce rapport qui, selon lui, était satisfaisant et venait à son heure.

"Vous constaterez que ce rapport ne mentionne pas le prétendu communiqué commun publié par le Gouvernement sud-africain le 26 mai 1962. Comme l'a expliqué le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain, la raison en est que ce prétendu communiqué n'est pas un acte officiel du Comité spécial ou de son président et que personne n'a été autorisé, ni par le Comité spécial ni par l'Assemblée générale, à publier un communiqué de cette nature ou à participer à sa publication. En conséquence, le Comité pour le Sud-Ouest africain ne considère pas et ne reconnaît pas ledit communiqué comme ayant un caractère officiel quelconque ni comme ayant aucun effet obligatoire.



"Il faut donc sincèrement espérer que le Comité des Dix-Sept recommandera l'intervention immédiate de l'Assemblée générale ou même du Conseil de sécurité afin que la situation dans le Territoire ne dégénère pas en guerre raciale dans cette région du monde."

\*  
\* \*

### Rapport du Président et du Vice-Président

[Note. — On a omis à cet endroit les paragraphes 1 à 6 du rapport du Président et du Vice-Président, car ces paragraphes traitent des mesures prises par le Comité pour organiser la visite, mesures dont il est déjà fait mention en termes identiques dans le chapitre II de la première partie. L'ensemble du rapport a été publié sous la cote A/AC.110/2.]

7) Dès que le Comité eut accepté l'invitation, le Président et le Vice-Président se sont mis en rapport avec le représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies afin de prendre des dispositions pour les entretiens qui auraient lieu en Afrique du Sud. Ils ont trouvé que la date qui conviendrait le mieux pour le début de ces entretiens serait le 7 mai 1962. Le Président et le Vice-Président sont donc arrivés par avion en Afrique du Sud le 5 mai 1962, accompagnés de deux fonctionnaires des Nations Unies, M. Ian Berendsen (secrétaire du Comité) et Mlle Jacqueline Yarrow (secrétaire assistante).

8) Au cours des premiers entretiens qui ont eu lieu les 7 et 8 mai, la délégation sud-africaine était présidée par M. H. Verwoerd (premier ministre), assisté de M. Eric Louw (ministre des affaires étrangères), M. J. G. H. van der Wath (ministre adjoint pour le Sud-Ouest africain), M. G. P. Jooste (secrétaire aux affaires étrangères), M. B. G. Fourie (représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies) et d'autres fonctionnaires.

9) Ces premiers entretiens ont consisté, de la part des représentants sud-africains, en une explication et une justification de la politique de leur pays, non seulement au Sud-Ouest africain, mais aussi en Afrique du Sud et en un nouvel exposé de son opinion sur la situation juridique du Territoire. De ces explications, il est ressorti que le Gouvernement sud-africain n'envoyait aucun changement notable dans sa politique d'*apartheid* appliquée au Sud-Ouest africain, politique qu'il cherchait en fait à justifier, et son exposé sur la situation juridique du Sud-Ouest africain n'a pas différé en substance de celui qui avait été fait à plusieurs reprises devant d'autres organes des Nations Unies. Pendant un long historique, commençant par l'attribution du Mandat à l'Afrique du Sud en 1919, les représentants sud-africains ont souligné les liens étroits, d'ordre géographique, ethnique et économique, existant entre l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain, de même que l'importance stratégique du Territoire pour la défense de l'Afrique du Sud. Ils ont continué à soutenir que le Mandat avait cessé d'exister depuis la disparition de la Société des Nations. Ils ont prétendu que leur pays avait beaucoup fait pour améliorer les conditions d'existence de la population autochtone, mais avait été gêné par les critiques venant des Nations Unies pour y apporter de nouvelles améliorations.

10) Au cours des entretiens, le Premier Ministre a offert à la délégation des Nations Unies de prendre des dispositions pour qu'elle puisse se rendre dans le Territoire, en soulignant que cette visite serait sans préjudice de la position sud-africaine et ne devrait pas être considérée comme constituant une reconnaissance d'un droit de regard des Nations Unies sur le Territoire. Le Président et le Vice-Président ont accepté cette invitation afin de se familiariser avec la situation dans le Territoire, d'y établir une présence des Nations Unies et d'étudier les meilleurs moyens de mettre en œuvre la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale. Le Premier Ministre a présenté un itinéraire détaillé pour une visite de neuf jours au Sud-Ouest africain, qui a été accepté par le Président et le Vice-Président, avec en plus, sur la demande du Président, une visite à Katima Mulilo, dans le Capivi Zipfel oriental.

11) Le 8 mai, après la fin de leurs premiers entretiens avec les représentants du Gouvernement sud-africain, le Président et le Vice-Président ont rencontré, à titre privé, des représentants

du parti libéral et une délégation commune du South African Indian Congress, du Coloured Congress et du Congress of Democrats qui comprenait d'anciens membres de l'African National Congress.

12) Le lendemain matin, le Président et le Vice-Président sont partis en avion Dakota pour Windhoek, situé à une distance de 740 milles.

### II. — VISITE AU SUD-OUEST AFRICAIN<sup>6</sup>

13) Le Président et le Vice-Président sont arrivés à Windhoek le mercredi 9 mai 1962 à midi. L'après-midi, ils ont été en voiture jusqu'à la ville de Rehoboth, foyer de la communauté de couleur des Bastards.

14) Le lendemain matin, ils ont quitté Windhoek pour un voyage dans les Réserves indigènes du Nord, situées en dehors de la zone de police. Ils étaient accompagnés par le représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'ONU, par le Commissaire principal aux affaires indigènes du Sud-Ouest africain et par plusieurs autres fonctionnaires. Des journalistes qui désiraient les accompagner au cours de ce voyage n'ont pu obtenir du gouvernement les autorisations nécessaires pour pénétrer dans les réserves du Nord, situées en dehors de la zone de police, à l'exception d'un reporter de la South African Press Association, qui a envoyé des dépêches pour son agence et les autres.

15) Dans les autres localités du Territoire, le Président et le Vice-Président n'ont pas eu la faculté de s'adresser en public aux rassemblements d'Africains qui s'étaient formés pour les saluer à leur arrivée en divers endroits. Ils ont pu cependant rencontrer en privé les personnes et délégations qui désiraient les voir.

16) Au cours de leur voyage dans le Nord, le Président et le Vice-Président ont visité des ouvrages d'hydraulique, des écoles et des hôpitaux de missions, et ils ont rencontré des chefs de tribus et de villages, d'autres habitants des cinq réserves indigènes, et, dans l'Ovamboland, une délégation de dirigeants et de membres de la South West Africa Peoples Organization (SWAPO).

17) Après être revenus dans la zone de police, le 14 mai, le Président et le Vice-Président ont visité le siège de la South West African Native Labour Association à Grootfontein, le *compound* de la Tsumeb Corporation et le quartier indigène de Tsumeb, et ils ont entendu des délégations dans ces deux zones urbaines. Ils ont dû annuler la visite prévue à la réserve indigène de Waterberg East en rentrant à Windhoek, le 15 mai, à cause d'un emploi du temps trop chargé, mais des dispositions ont été prises pour permettre à des délégations de cette réserve de rencontrer le Président et le Vice-Président à Windhoek.

18) A Windhoek, outre qu'ils ont tenu une importante série d'audiences, le Président et le Vice-Président ont visité le vieux quartier africain, ainsi que le nouveau village africain de Katutura, et l'hôpital pour non-Européens. Le Vice-Président s'est rendu à l'Augustineum Technical and Teacher Training School d'Okahandja, l'une des deux écoles secondaires pour Africains dans la zone de police, et au quartier général militaire de Windhoek. Le 18 mai, le Président et le Vice-Président se sont arrêtés à Keetmanshoop, ville située au sud de Windhoek, où ils ont visité l'ancien et le nouveau quartier africain, de même que l'hôpital pour non-Européens, et où ils ont tenu une dernière série d'audiences avant de retourner en Afrique du Sud.

19) Les nombreux entretiens privés que le Président et le Vice-Président ont eus avec des groupes représentatifs de la population africaine "de couleur" et européenne du Territoire ont montré que les non-Européens et le parti européen d'opposition étaient mécontents de l'administration actuelle, et en particulier du régime d'*apartheid* qui marque tous les aspects de l'administration. Il était évident que la grande majorité de la population souhaitait des changements radicaux dans l'administration et désirait que l'administration du Territoire soit assumée par les Nations Unies.

20) Les organisations essentiellement africaines — la South West Africa Peoples Organization (SWAPO), la South West African National Union (SWANU), la South West African United National Independence Organization (SWAUNIO) —

<sup>6</sup> L'itinéraire de la visite au Sud-Ouest africain est indiqué dans une annexe.

ont exprimé une opposition résolue à la politique d'*apartheid* suivie par le Gouvernement sud-africain, qu'elles ont accusé d'avoir négligé le bien-être, l'instruction et le progrès des Africains et de les priver, dans leur propre pays, de la liberté de circulation, du droit d'association et des autres droits de l'homme. Elles ont demandé avec insistance que les Nations Unies prennent immédiatement en charge l'administration du Territoire, afin de préparer la population à se gouverner bientôt par elle-même et à accéder à l'indépendance. L'attitude de ces organisations était partagée par le chef herero Hosea Kutako, le chef nama H. S. Witbooi, le chef damara David Goraseb, leurs adjoints et conseillers et les populations qu'ils représentent, par les Hereros du Kaokoveld et par les Ovambos, à l'exception des chefs ovambos de tribus et de villages, que le Président et le Vice-Président ont rencontrés dans l'Ovamboland et en divers endroits de la zone de police. Elle était également partagée par la délégation des Tswana de la réserve indigène d'Aminuis, conduite par le chef Albert Motseng, et par celle des Hereros Mbanderu, de la réserve indigène d'Epuikro, conduite par le chef Munjuku, qui tous deux avaient été cités comme des partisans de l'administration. Les Damaras, Namas et Hereros de la petite réserve indigène de Sessfontein formulèrent un certain nombre de doléances à propos de leurs conditions de vie, mais ne se prononcèrent pas sur l'avenir du Territoire, si ce n'est qu'ils indiquèrent leur désir de conserver leur réserve. Les Hereros du Kaokoveld se sont plaints de ce que, pendant toute la période de l'Administration sud-africaine, ils n'avaient jamais pu vendre légalement leur bétail et avaient donc dû violer la loi en "dérobant" leur propre bétail et en le vendant de l'autre côté de la frontière pour pouvoir payer leurs impôts et subvenir à leurs besoins essentiels. En revanche, les chefs de tribus et de villages de l'Ovamboland et de l'Okavango se sont déclarés généralement satisfaits de l'Administration, encore que les chefs de l'Ovamboland aient reconnu que la population ne partageait pas leur satisfaction et la délégation de l'Okavango ne s'est dite mécontente qu'à cause des salaires trop bas qui sont payés aux Okavangos allant travailler dans la zone de police. Parmi les nombreuses délégations que le Président et le Vice-Président ont rencontrées pendant leur séjour au Sud-Ouest africain, une seule, composée de membres du Conseil consultatif du village de Katutura, s'est déclarée complètement satisfaite de l'Administration sud-africaine. Le Conseil consultatif de Katutura est composé de trois membres élus par les habitants adultes de Katutura, où se sont installés plus de 5 000 personnes, c'est-à-dire environ un tiers de la population africaine de Windhoek, et de trois autres membres désignés par le conseil municipal entièrement européen de Windhoek.

21) L'opinion de la population "de couleur", mise à part celle de la communauté de Rehoboth, a été un peu plus difficile à déterminer. Dans la communauté de Rehoboth, le Conseil consultatif était unanimement en faveur de la mise en œuvre de la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale et son désir de voir l'administration du Territoire assumée par les Nations Unies a été réaffirmé par une délégation de citoyens de Rehoboth. Ce désir a été également exprimé par une délégation qui a déclaré représenter les communautés "de couleur" de Windhoek et de Walvis Bay. Cependant, trois délégations prétendant représenter la population "de couleur", mais qui n'étaient pas considérées comme représentatives par les partisans d'une prise en charge de l'administration par les Nations Unies, ont exprimé leur soutien du Gouvernement sud-africain et de la politique d'*apartheid*, y compris la création d'une zone distincte d'installation pour les personnes "de couleur" au Sud-Ouest africain. Ces trois délégations, représentant respectivement le Coloured Council, dont les membres s'étaient de leur propre aveu désignés eux-mêmes, la South West African Coloured Organization et la South West Africa Coloured Teachers Association, se sont déclarées opposées à toute ingérence des Nations Unies dans le Territoire.

22) Parmi les porte-parole des Européens du Territoire, la plupart se sont déclarés en faveur du gouvernement et du maintien du *statu quo*, et opposés à tout changement risquant d'entraver la vie économique et le développement du Territoire et de conduire au chaos et à des effusions de sang; ils considéraient d'une manière générale que la population africaine n'était pas mécontente. Cependant, une importante délégation, composée des leaders du United National South West Party, qui a l'appui d'environ 40 p. 100 de l'électorat européen — c'est-à-dire

celui de 50 à 60 p. 100 des électeurs du Territoire, si l'on fait abstraction des fonctionnaires du gouvernement, du personnel des chemins de fer et de la police et d'autres Sud-Africains se trouvant temporairement dans le Territoire —, a dit que son parti avait dans son programme politique un élargissement progressif de la représentation de la population non européenne à l'Assemblée législative du Territoire. Les leaders de ce parti ont déclaré désirer que les Nations Unies continuent à exercer leur surveillance sur l'administration du Territoire.

### *Retour en Afrique du Sud*

23) Le Président et le Vice-Président ont quitté le Sud-Ouest africain le 18 mai. Après un bref séjour de repos au parc national Kruger, ils ont visité le Transkei, sur l'invitation du Gouvernement sud-africain qui désirait leur montrer une région essentiellement africaine qui, selon les explications du Premier Ministre, allait s'administrer elle-même et devenir indépendante en vertu de la politique qu'il avait annoncée pour le Transkei.

### III. — DERNIERS ENTRETIENS AVEC LES AUTORITÉS SUD-AFRICAINES

24) A leur retour à Pretoria, le Président et le Vice-Président ont repris, le 24 mai 1962, leurs entretiens avec les autorités sud-africaines sur les questions opposant les Nations Unies et l'Afrique du Sud. La délégation sud-africaine étant composée de la même façon que lors des premiers entretiens.

25) Le Gouvernement sud-africain avait indiqué, dans l'invitation adressée au Président et au Vice-Président, que toute discussion officielle des alinéas 2, b, à 2, h, de la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale était exclue. Cependant, le Président et le Vice-Président désiraient mettre à profit les entretiens pour déterminer autant que possible quelle était l'attitude des autorités sud-africaines au sujet des objectifs assignés au Comité et pour voir dans quelle mesure la résolution de l'Assemblée générale pourrait être mise en œuvre.

26) Le Vice-Président a été prié par l'ambassadeur Carpio de prendre le premier la parole au nom des représentants des Nations Unies. Il a exprimé leur gratitude pour les dispositions prises en vue de la visite du Territoire, au cours de laquelle le Président et lui-même avaient rencontré de nombreux chefs de tribus et de villages, leaders politiques et autres personnes représentatives de la population africaine, de la population "de couleur" et de la population blanche. Il a noté qu'il existait, au sein de la population, une opposition marquée à la politique suivie par le Gouvernement sud-africain. Il savait, par les déclarations antérieures du Premier Ministre, que le Gouvernement sud-africain restait fermement attaché à sa politique d'*apartheid* et il était très préoccupé par ce qui surviendrait lorsque les objectifs immuables de cette politique se heurteraient à la force irrésistible du nationalisme africain en plein essor et des pressions de caractère international. Il était nécessaire, de l'avis du Vice-Président, que le Gouvernement sud-africain fasse des concessions pour répondre à ces forces nouvelles et aux résolutions par lesquelles l'Organisation des Nations Unies leur avait apporté son appui. Le Vice-Président a déclaré qu'en tant que représentant des Nations Unies ainsi que de son propre pays, rien ne le rendrait plus heureux que de pouvoir revenir aux Nations Unies après avoir appris que le Gouvernement sud-africain était disposé à accepter toutes les résolutions et recommandations des Nations Unies. Malheureusement, il avait déjà entendu certaines déclarations catégoriques du Premier Ministre qui indiquaient que le Gouvernement sud-africain ne voulait pas se conformer à certaines recommandations, ni même les discuter pour le moment. Il estimait, cependant, que le Gouvernement sud-africain devrait s'efforcer de tirer parti de l'amélioration du climat résultant du voyage au Sud-Ouest africain, en prenant en considération et en acceptant le plus grand nombre possible de recommandations de l'Assemblée générale. Le Vice-Président a alors énuméré plusieurs recommandations qu'il a recommandées à l'attention des autorités sud-africaines. Il a demandé de nouvelles assurances, que le Premier Ministre a données, qu'aucune mesure ne serait prise contre ceux qui avaient exprimé leurs vues devant les représentants des Nations Unies.

27) Dans sa réponse aux observations et suggestions du Vice-Président, le Premier Ministre a reconnu que les conditions nouvelles rendaient nécessaire un progrès économique et social plus rapide de la population non européenne et il a dé-

claré qu'un plan quinquennal détaillé était déjà en cours d'élaboration et qu'il accorderait personnellement son attention à l'accélération des études et des plans à cette fin.

28) Le Président a souligné, dans ses déclarations, combien un rapprochement entre l'Afrique du Sud et les Nations Unies était souhaitable. Il s'est déclaré heureux que le Vice-Président et lui-même aient pu se rendre au Sud-Ouest africain, mais cette visite avait été de brève durée et n'avait eu qu'un caractère préliminaire. A son avis, elle devrait être suivie d'une visite plus longue effectuée par le Comité tout entier et d'une coopération plus active entre l'Union sud-africaine et les Nations Unies qui viserait à accélérer le progrès des habitants autochtones du Sud-Ouest africain. Il a souligné à cet égard qu'il conviendrait que les autorités sud-africaines demandent une assistance technique et financière de grande envergure aux Nations Unies et aux institutions spécialisées en vue du développement du Sud-Ouest africain, assistance qui, il en était certain, serait accordée généreusement. Il a ensuite passé en revue les diverses recommandations de l'Assemblée générale, en insistant pour que les autorités sud-africaines envisagent leur application. Toutefois, lorsqu'il a abordé la recommandation relative à l'abolition des lois et règlements qui instituent le régime d'*apartheid*, le Premier Ministre s'est refusé à discuter plus avant de ces questions, en faisant valoir qu'elles étaient exclues aux termes de l'invitation de son gouvernement, et il a déclaré que son gouvernement n'était pas disposé à envisager l'application de recommandations qui affecteraient sa position fondamentale et sa politique dans le Territoire. Le Président a essayé de nouveau, le lendemain, d'obtenir des concessions effectives de la part des autorités sud-africaines, mais en vain.

29) Néanmoins, les déclarations faites au cours de ces entretiens par le Premier Ministre et par d'autres représentants sud-africains ont fourni des renseignements sur l'attitude du Gouvernement à l'égard de certaines des recommandations de l'Assemblée générale. Ces renseignements sont résumés ci-dessous, avec les commentaires que le Président et le Vice-Président ont jugé bon d'y joindre, en ce qui concerne chacune des recommandations :

#### i) Visite du Comité au Sud-Ouest africain

30) Il y a lieu de noter que le Gouvernement sud-africain a refusé de recevoir la visite du Comité tout entier, en faisant valoir que cela porterait préjudice à l'ensemble de sa position dans l'affaire en instance devant la Cour internationale de Justice.

31) Il a accepté, cependant, que le Président et le Vice-Président visitent le Sud-Ouest africain pour se familiariser directement avec le Territoire et ses populations, sans préjudice de la position antérieurement exposée du Gouvernement sud-africain en ce qui concerne le Sud-Ouest africain. Le Comité a autorisé le Président et le Vice-Président à effectuer cette visite.

32) Au cours des entretiens, le Premier Ministre a refusé d'envisager pour le moment une invitation adressée à l'ensemble du Comité et il a souligné qu'il serait préférable d'attendre les résultats de la visite faite avant d'examiner de nouveau la question. Il a ajouté que l'Afrique du Sud ne serait pas disposée à recevoir un Comité qui aurait pour instructions d'agir à l'encontre de la position juridique de la République sud-africaine.

#### ii) Libération des détenus politiques

33) Au cours de ses entretiens avec le Président et le Vice-Président, le Gouvernement sud-africain a nié qu'il y eût des détenus politiques dans le Territoire. Les pétitionnaires qui s'étaient présentés devant le Président et le Vice-Président, sans citer aucun cas précis de personnes détenues pour des raisons politiques au moment de la visite, avaient déclaré qu'il y avait eu des cas de perquisitions arbitraires, faites souvent au milieu de la nuit, que des personnes avaient perdu leur emploi en raison de leur activité politique et qu'un certain nombre de personnes de l'Ovamboland et d'ailleurs avaient été rapatriées dans leurs zones tribales, où leurs chefs de tribus leur avaient fait subir des peines de prison et d'autres mauvais traitements. Le Président et le Vice-Président considéraient qu'il y a des raisons de croire que des personnes ont été rapatriées ou déportées en raison de leurs activités politiques. (Les procès-verbaux des auditions donnent des détails sur un certain nombre de ces cas, notamment celui de M. I. G. Nathaniel, vice-président de la SWAPO, qui faisait alors l'objet d'un ordre

de déportation l'éloignant de Walvis Bay, celui de M. Mbiriora Kausana, qui a dit avoir été remis aux autorités de l'Angola par un fonctionnaire sud-africain et avoir été maintenu en prison en Angola dans d'odieuses conditions avant d'être récemment autorisé à rentrer au Sud-Ouest africain, celui de M. Toivo Ja Toivo et d'autres partisans de la SWAPO qui ont dit avoir été rapatriés dans l'Ovamboland et avoir été empêchés de sortir de leur réserve pour des motifs politiques, et celui de quatre Ovambos, dont trois au moins étaient natifs de l'Angola, qui ont dit avoir été déportés par un fonctionnaire sud-africain en raison d'activités politiques, alors qu'ils vivaient avec des parents au Sud-Ouest africain.) Les autorités sud-africaines ont informé le Président et le Vice-Président que l'une de ces personnes, que l'on disait originaire du Sud-Ouest africain, était en fait originaire de l'Angola. Elles ont déclaré que les partisans que la SWAPO avait dans l'Ovamboland étaient libres de demander du travail dans la zone de police et que M. Ja Toivo avait été autorisé à ouvrir un commerce dans l'Ovamboland. Sur ce dernier point, M. Ja Toivo avait dit qu'il lui avait été nécessaire d'obtenir une autorisation de commerce au nom de son frère. M. Verwoerd a promis que les autres cas feraient l'objet d'enquêtes et que le Président et le Vice-Président seraient informés du résultat de ces enquêtes. (Ces renseignements ne sont pas encore parvenus au Président et au Vice-Président.)

#### iii) Lois et règlements établissant le régime d'*apartheid*

34) Le Président et le Vice-Président ont constaté que les autorités sud-africaines n'étaient pas disposées à envisager des modifications aux lois et règlements fondamentaux qui ont établi et maintiennent le régime d'*apartheid*. Le Président et le Vice-Président ont, néanmoins, exprimé l'avis que, dans les circonstances particulières au Sud-Ouest africain, les autorités sud-africaines pourraient facilement rendre le système des laissez-passer plus libéral. La seule "libéralisation" que les autorités sud-africaines étaient disposées à envisager était le remplacement des laissez-passer *ad hoc* par un livret permanent, tel que celui qui est en usage en Afrique du Sud. Il va sans dire qu'il n'était pas possible aux représentants des Nations Unies d'approuver pareille modification, laquelle n'améliorerait pas la situation.

#### iv) Coordination de l'assistance économique et sociale des institutions spécialisées

35) De nombreuses personnes que le Président et le Vice-Président ont entendues ont demandé que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées apportent une assistance matérielle et financière aux habitants autochtones du Territoire. Comme la visite faite dans le Territoire sous mandat par le Président et le Vice-Président tendait à confirmer l'opinion, exprimée antérieurement par des organes des Nations Unies, que le progrès économique et social des autochtones du Sud-Ouest africain avait été négligé, le Président et le Vice-Président ont attaché une grande importance à la nécessité de persuader les autorités sud-africaines d'accepter une assistance technique et financière des institutions internationales de la plus grande ampleur possible.

36) Le Premier Ministre a refusé d'accepter que les institutions spécialisées puissent opérer à l'intérieur du Sud-Ouest africain, en faisant valoir que l'Afrique du Sud avait des moyens suffisants pour développer le Territoire sans aucune assistance extérieure. L'Afrique du Sud avait, en fait, apporté une assistance technique à d'autres Etats et serait heureuse de continuer à le faire.

37) La question a été également posée de savoir si le Gouvernement sud-africain ne désirerait pas associer un ou deux experts d'institutions spécialisées telles que la FAO et l'OMS à la préparation du plan quinquennal de développement qui était à l'étude. Le Premier Ministre a indiqué que, si cette idée était favorablement accueillie, le Gouvernement sud-africain serait prêt à examiner la possibilité de faire appel à un ou deux experts travaillant dans des domaines particuliers de l'OMS ou de la FAO, pour les consulter sur des matières dans lesquelles ils seraient particulièrement qualifiés.

38) Sur la question de l'acceptation éventuelle de fonds des Nations Unies et des institutions spécialisées, le Premier Ministre a déclaré que les besoins d'autres Etats étaient si grands et mettaient à si rude épreuve les ressources des Nations Unies que l'Afrique du Sud considérerait comme de son devoir de four-

nir les fonds et les services techniques nécessaires au Sud-Ouest africain grâce à ses propres ressources et à celles du Territoire. Toutefois, si l'Association internationale pour le développement pouvait consentir des prêts au Gouvernement sud-africain pour des projets spéciaux à entreprendre au Sud-Ouest africain, ces prêts seraient utilisés.

#### v) Retour d'autochtones dans le Territoire

39) Le Président et le Vice-Président ont soulevé la question du retour au Sud-Ouest africain des autochtones qui ont quitté le Territoire, avec ou sans documents de voyage sud-africains. Le Premier Ministre a déclaré que les habitants du Territoire qui en étaient partis seraient libres d'y revenir. Si, cependant, certains d'entre eux avaient contrevenu à la loi, les autorités judiciaires compétentes auraient à examiner, au retour de ces personnes, les circonstances propres à leur cas. Le Président et le Vice-Président se sont efforcés d'obtenir des autorités sud-africaines l'assurance que les contraventions résultant d'un départ sans passeport ne feraient pas l'objet de poursuites. Les autorités sud-africaines ont déclaré qu'en pareil cas les intéressés se trouvant à l'étranger pouvaient régulariser leur situation en demandant un passeport au consulat sud-africain le plus proche et, si les passeports leur étaient délivrés, aucune mesure ne serait prise à leur retour. Elles ont cité à ce sujet le cas de M. Hans Beukes, qui était parti d'Afrique du Sud alors que son passeport lui avait été retiré, s'était présenté comme pétitionnaire à New York et était ensuite allé poursuivre ses études en Norvège. Il avait ensuite été décidé de lui délivrer un nouveau passeport s'il en demandait un à la légation sud-africaine de Stockholm. Cependant, les autorités sud-africaines ont refusé de prendre l'engagement de fermer les yeux sur tous les cas d'autres personnes ayant quitté l'Afrique du Sud ou le Sud-Ouest africain sans documents de voyage.

#### vi) Possibilités d'études supérieures à l'étranger

40) Par sa résolution 1705 (XVI), l'Assemblée générale a prévu des moyens visant à permettre à des autochtones du Sud-Ouest africain de faire des études à l'étranger, soit grâce à des bourses offertes par des Etats, soit dans le cadre d'un programme financé par les Nations Unies elles-mêmes, et elle a notamment invité tous les Etats Membres à faciliter le voyage de ces étudiants. Comme, d'après la législation locale, aucun étudiant autochtone ne pourrait légalement se rendre à l'étranger pour ses études s'il n'avait pas de passeport, le Président et le Vice-Président ont soulevé dans leurs entretiens avec les autorités sud-africaines la question de la délivrance de passeport aux étudiants ayant reçu des bourses. Ils ont constaté que les autorités sud-africaines répugnaient à envisager que des autochtones du Sud-Ouest africain fassent des études à l'étranger, craignant que ces étudiants ne soient trop jeunes pour tirer profit de ces études et ne soient exposés à des influences communistes. Les représentants sud-africains ont signalé que l'Administration du Sud-Ouest africain était prête à attribuer des bourses pour des études dans les universités bantoues d'Afrique du Sud à tous les autochtones du Sud-Ouest africain aptes à y être admis (en 1962, il n'avait été attribué que deux bourses de ce genre) et que les étudiants "de couleur" pouvaient aller au University College for Coloured Students du Cap.

41) Lorsque le Président et le Vice-Président ont insisté sur le fait qu'il conviendrait de délivrer des passeports aux étudiants titulaires de bourses pour des études à l'étranger, le Premier Ministre s'est borné à déclarer que les offres de bourses destinées à des étudiants diplômés et en vue d'études plus poussées seraient examinées avec bienveillance et que chaque cas serait traité selon sa valeur propre.

#### Conclusions et recommandations

42) Etant donné ce qu'ils ont vu et entendu pendant leur visite dans le Territoire sous mandat et les entretiens et échanges de vues qu'ils ont eus avec les autorités sud-africaines, le Président et le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain sont parvenus aux conclusions suivantes :

a) L'administration du Territoire sous mandat par le Gouvernement sud-africain a été et continue d'être marquée par une application rigoureuse de l'*apartheid* dans tous les aspects de la vie de la population africaine, d'où il résulte non seulement que cette population est l'objet d'une ségrégation et d'une discrimination raciales et se voit privée de tous les droits et libertés fondamentaux de l'homme, mais aussi que ses intérêts

essentiels sont complètement subordonnés à ceux d'une petite minorité d'Européens.

b) La politique, les méthodes et les objectifs du Gouvernement sud-africain dans son administration du Territoire sous mandat ont été constamment et continuent d'être en contradiction absolue avec les buts et principes du Mandat, avec la Charte des Nations Unies, avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et avec la conscience éclairée de l'humanité.

c) Le Gouvernement sud-africain n'envisage pas apparemment d'apporter des réformes à son administration du Territoire ou d'adoucir sa politique et ses méthodes actuelles et ne fait pas progresser le Territoire et sa population en vue de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance.

d) En raison de ce qui précède, le désir primordial de la population africaine est que les Nations Unies assument directement l'administration du Territoire et prennent toutes les mesures préparatoires qui permettraient à la population autochtone de jouir de la liberté le plus tôt possible.

e) A moins d'user de la force ou d'autres mesures de coercition prévues par la Charte, il semble qu'il n'y ait aucun moyen de mettre en œuvre la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale, ni même aucun espoir de voir le Gouvernement sud-africain accepter d'autre solution au problème qu'une annexion virtuelle ou complète du Territoire sous mandat.

43) Dans ces conditions, le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain désirera peut-être attirer l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité impérieuse d'une action continue et ferme de sa part, qui pourrait consister à impartir au Gouvernement sud-africain un bref délai pour qu'il se conforme aux résolutions de l'Assemblée, faute de quoi serait envisagée la possibilité d'une abrogation du Mandat et d'une prise en charge simultanée de l'administration du Territoire en vue de préparer sa population à l'indépendance, avec recours, en cas de besoin, à des sanctions ou d'autres moyens pour imposer l'observation des décisions ou résolutions de l'Assemblée.

(Signé) Victorio D. CARPIO

Salvador MARTÍNEZ DE ALVA

#### APPENDICE

##### JOURNAL DU VOYAGE DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ SPÉCIAL AU SUD-OUEST AFRICAIN <sup>a</sup>

- |           |  |
|-----------|--|
| 9<br>mai  | Arrivée à Windhoek, capitale du Sud-Ouest africain.<br>Voyage en automobile à Rehoboth (environ 40 milles).<br><i>A Rehoboth</i><br>Réunion avec le Conseil consultatif de la communauté de Rehoboth.<br>Réunion avec M. N. Witbooi.<br>Réunion avec M. Jacobus Beukes.<br>Retour à Windhoek (environ 40 milles).  |
| 10<br>mai | Voyage par air à Okombahe (141 milles).<br><i>Dans la réserve indigène d'Okombahe</i><br>Réunion avec le chef supérieur David Goraseb, des chefs de la tribu damara et d'autres habitants de la réserve.<br>Voyage par air à Sessfontein (190 milles).<br><i>Dans la réserve indigène de Sessfontein</i><br>Réunion avec des chefs et d'autres représentants des habitants damaras, namas et hereros de la réserve, y compris M. Mbiriora Kausana.<br>Voyage par air à Ohopoho (Kaokoveld) [78 milles].<br><i>A Ohopoho (réserve indigène du Kaokoveld)</i><br>Réunion avec des chefs et d'autres habitants de la réserve, y compris des Hereros d'Ovahimba et d'Ovatjimba.<br>Réunion avec le pasteur de l'Eglise réformée hollandaise.<br>Voyage par air à Ondangua (Ovamboland) [141 milles]. |

<sup>a</sup> Une carte sur laquelle est indiqué l'itinéraire du Président et du Vice-Président au Sud-Ouest africain figure à l'annexe XIV.



- 11 mai *A Ondangwa (réserve indigène de l'Ovamboland)*  
Visite des ouvrages d'hydraulique d'Okatana (barages et canaux).  
Visite à la Mission catholique (école et hôpital).  
Réunion avec le professeur J. P. Bruwer, de l'Université de Stellenbosch.  
Réunion avec le révérend Leonard Auala, chef de l'Eglise luthérienne de l'Ovamboland et de l'Okavango.  
Réunion avec le chef ovambo des Ongandjeras et des chefs des populations ondonga, ombalantu et ukuami.  
Réunion avec des chefs de la population ukuanyama.  
Réunion avec une délégation de la section de l'Ovamboland de la South West Africa Peoples Organization (SWAPO).
- 12 mai Visite de la Mission luthérienne finnoise (école, hôpital et imprimerie).  
Voyage par air à Runtu (Okavango) [252 milles].
- 13 mai Voyage par air du Vice-Président à Katima Mulilo (Caprivi Zipfel oriental) [298 milles].  
Retour par air à Runtu (298 milles).
- 14 mai *A Runtu (réserve indigène de l'Okavango)*  
Réunion avec des chefs locaux, une cheftaine et des chefs de village.  
Voyage par air à Grootfontein (151 milles).  
*A Grootfontein*  
Réunion avec le Conseil de la South West Africa Native Labour Association.  
Réunion avec une délégation d'Hereros et un Damara de la réserve indigène d'Otjituo.  
Voyage par air à Tsumeb (36 milles).  
*A Tsumeb*  
Visite du quartier indigène.  
Visite à la Tsumeb Corporation.
- 15 mai *A Tsumeb*  
Rencontre avec trois Allemands résidant sur place.  
Réunion avec des habitants hereros, ovambos et damaras de l'endroit, y compris des représentants de la SWAPO, ainsi qu'avec un membre du conseil du chef Kutako.  
Voyage par air à Windhoek (235 milles).  
*A Windhoek*  
Visite du vieux quartier indigène de Windhoek, du nouveau village africain de Katutura et de l'hôpital indigène.
- 16 mai Voyage par automobile du Vice-Président à Okahandja (environ 35 milles).  
*A Okahandja*  
Visite de l'Augustineum Technical and Teacher Training School pour non-Européens.  
Réunion avec des habitants damaras et hereros d'Okahandja et de la réserve indigène d'Ovitoto.  
Retour à Windhoek (environ 35 milles).  
*A Windhoek*  
Visite par le Vice-Président du quartier général militaire.  
Réunions avec les délégations suivantes:

- South West Africa National Union (SWANU);  
Le chef Hosea Kutako, ses conseillers et une délégation de la South West Africa Peoples Organization (SWAPO);  
Deux délégations de la réserve indigène de Waterberg East;  
Le chef Albert Motseng et une délégation tswana de la réserve indigène d'Aminuis.
- 17 mai Réunions avec:  
Un groupe de l'Eglise luthérienne évangélique de la communauté de Rehoboth;  
Une délégation de citoyens de Rehoboth;  
Une délégation de la communauté des gens "de couleur" de Windhoek et de Walvis Bay;  
Le bureau et les membres du Coloured Council;  
Une délégation de la South West African Coloured Organization;  
Une délégation de la South West Africa Coloured Teachers Association;  
Des dirigeants de la Chambre de commerce de Windhoek et de la Barclay's Bank;  
Un membre du conseil municipal de Windhoek et l'ancien maire de Windhoek;  
Des représentants de l'Afrikaans-Deutsche Kultur-gemeinschaft (Sudwest Africa);  
Une délégation du United National South West Party;  
Divers particuliers européens;  
Le vicaire général et le prêtre catholique dirigeant l'école secondaire Doepra pour non-Européens;  
Des délégations des groupes africains suivants:  
Le chef suprême David Goraseb, des chefs de village et d'autres membres de la tribu Damara;  
Une délégation de la SWAPO, le chef Hosea Kutako et son conseil de chefs;  
Le chef Munjuku Nguvanva et des Hereros Mbanderu de la réserve indigène d'Epukiro;  
Des membres du Conseil consultatif du village indigène de Katutura.  
Entretien avec des fonctionnaires.
- 18 mai Voyage par air à Keetmanshoop (278 milles).  
*A Keetmanshoop*  
Visites à l'hôpital indigène et aux quartiers indigènes.  
Réunions avec les délégations suivantes:  
Le chef Hendrik Samuel Witbooi, des chefs hereros et namas des réserves indigènes de Tses et de Berscha, avec une délégation de Namas et d'Hereros;  
Des habitants africains de Keetmanshoop, y compris des représentants de la South West Africa National Union (SWANU) et de la South West African United National Independence Organization (SWAUNIO);  
Des délégations des sections de Luderitz de la SWAPO et de la SWAUNIO.  
Réunion avec un dirigeant européen de la South West Africa Farmers' Union (SWAFU).  
Départ par air du Sud-Ouest africain.

### TROISIÈME PARTIE

## AUDITIONS DE PETITIONNAIRES ET PETITIONS ECRITES

### Chapitre premier. — Auditions de pétitionnaires

#### a) Au Siège

20. Au cours de la période examinée, le Comité spécial a entendu, à sa 11ème séance, le 30 juillet 1962,

des déclarations de M. Jariretundu Kozonguizi, président de la South West Africa National Union (SWANU), et de M. Moses Garoeb, de la South West Africa Peoples' Organization (SWAPO), et, à sa 12ème séance, le 1er août 1962, une déclaration du révérend Markus Kooper.

21. M. Kozonguizi a rappelé qu'en décembre 1959 les balles de la police et de l'armée avaient tué 12 Africains et blessé 50 autres à Windhoek par suite des efforts entrepris par l'administration du Sud-Ouest africain pour contraindre les Africains à quitter leurs foyers et à s'installer dans de nouveaux secteurs. Il a informé le Comité spécial qu'il avait reçu récemment de Windhoek des renseignements indiquant que la situation y avait pris de nouveau des proportions explosives à la suite de nouvelles tentatives faites par l'administration pour obliger les habitants à quitter leurs foyers. Vingt-cinq Africains, y compris le Président par intérim, et quatre membres du Comité directeur national de la SWANU, avaient été arrêtés et accusés "d'avoir participé à un défilé interdit", et avaient été libérés sous caution en attendant leur procès.

22. M. Kozonguizi a informé le Comité spécial qu'un administrateur du Ministère sud-africain des affaires bantoues avait assigné en justice les chefs Kutako et Witbooi, et qu'il leur réclamait 5 000 livres de dommages et intérêts pour prétendue diffamation à la suite d'une pétition que les chefs avaient envoyée à l'Organisation des Nations Unies en août 1961. Dans cette pétition<sup>7</sup>, les chefs manifestaient leur inquiétude au sujet d'un jeune Africain, M. Mbiriora Uerimonga Kausana, qui avait été enlevé par cet administrateur, surveillant à l'époque de la réserve indigène de Kaokoveld. On avait ensuite perdu la trace de cet Africain et les pétitionnaires avaient émis l'opinion qu'il avait peut-être été vendu ou assassiné. Lorsque le Président et le Vice-Président du Comité s'étaient rendus au Sud-Ouest africain, on les avait mis en présence du jeune Africain, qui avait été autorisé à raconter son histoire<sup>8</sup>. Puis on avait intenté le procès en diffamation contre le chef Kutako et le chef Witbooi, un an après l'envoi de leur pétition à l'Organisation des Nations Unies.

23. M. Kozonguizi a été d'avis que cette nouvelle évolution des événements au Sud-Ouest africain, survenant après le départ de la mission du territoire, était liée au budget militaire de 60 millions de livres approuvé antérieurement en 1962 par le Parlement sud-africain et aux activités du Président et du Vice-Président de la Mission de l'ONU. Selon M. Kozonguizi, l'impression de confusion qui se dégageait des activités du Président et du Vice-Président, telles qu'elles étaient rapportées dans la presse, avait sans doute conduit le gouvernement à penser qu'une situation confuse régnait aux Nations Unies et qu'il devait en profiter pour renforcer sa position au Sud-Ouest africain en intensifiant les mesures de répression.

24. M. Kozonguizi a déclaré que cette impression persisterait jusqu'à la publication d'un rapport complet sur les activités et les déclarations du Président et du Vice-Président du Comité<sup>9</sup>. Il a ajouté que si le communiqué de la mission au Sud-Ouest africain avait été fabriqué de toutes pièces par le Gouvernement sud-africain, la façon d'agir de ce dernier devait être révélée au grand jour. Il a conclu que, de toute façon, il fallait découvrir les responsables du communiqué commun.

25. M. Kozonguizi a ensuite cité un éditorial publié le 26 juillet 1962 dans le journal sud-africain *New Age*, selon lequel les autorités du Sud-Ouest africain s'efforçaient de contraindre la population de Windhoek à

s'installer dans le nouveau quartier soumis à l'*apartheid* à Katutura. On refusait à la population non blanche du Sud-Ouest africain toute forme de représentation dans les affaires de son pays, on lui ôtait toute liberté d'action en l'assujettissant aux lois d'*apartheid*, on la faisait traquer par la police, et on acculait ses dirigeants à l'exil ou à la déportation. Cet éditorial faisait remarquer que le Comité spécial avait reçu pour mandat de l'Assemblée générale à sa précédente session de faire évacuer toutes les forces militaires de la République sud-africaine, de libérer tous les détenus politiques, d'abroger toutes les lois d'*apartheid*, d'organiser des élections générales au suffrage universel, de préparer le territoire à l'indépendance complète et d'obtenir le retour des individus en exil, ainsi que d'autres fonctions. Or, la population continuait à être soumise à une répression brutale. Cet éditorial concluait que, devant le regain de violence qui s'était produit à Windhoek la semaine précédente, l'Organisation des Nations Unies ne pouvait plus se contenter de paroles pieuses et d'actes pusillanimes; il fallait dénoncer la mission et prendre immédiatement des mesures pour mettre en œuvre "le droit inaliénable du peuple du Sud-Ouest africain à l'autodétermination".

26. M. Kozonguizi a souligné que les tentatives effectuées depuis 1946 pour parvenir à un règlement négocié ayant échoué, l'Organisation des Nations Unies devait être prête à envisager la seule autre solution possible — le recours à la force pour chasser l'Afrique du Sud du Soud-Ouest africain. Il a ajouté que le Comité spécial devait user de tous les pouvoirs dont il disposait pour contraindre le Gouvernement sud-africain à cesser ses provocations arbitraires à l'encontre de la population de Windhoek. Il fallait prier le Gouvernement sud-africain et lui ordonner de faire disparaître tous les objets d'intimidation du vieux quartier de Windhoek et de cesser sa propagande haineuse contre les habitants de ce quartier. M. Kozonguizi a également proposé d'appeler l'attention des Etats Membres sur la situation à Windhoek, afin qu'ils puissent prendre, séparément ou collectivement, toutes les mesures qu'ils jugeraient appropriées pour exercer au Sud-Ouest africain leur droit d'intervention contre l'Afrique du Sud qui découle implicitement de l'avis consultatif rendu en 1950 par la Cour internationale de Justice.

27. M. Kozonguizi a réaffirmé pour conclure que la SWANU s'était engagée à libérer le Sud-Ouest africain et que ce parti donnerait carte blanche à tous ceux qui seraient disposés à l'aider à chasser l'administration sud-africaine de son pays.

28. M. Moses Garoeb a félicité le Président et le Vice-Président de la mission qu'ils avaient accomplie avec succès dans son pays. Il s'est déclaré persuadé que leur visite avait montré que l'Afrique du Sud serait finalement obligée de céder à l'ONU, mais que cette visite ne garantissait pas que le joug de l'impérialisme sud-africain dans le territoire eût pris fin ni que ce gouvernement fût prêt à se soumettre à l'autorité des Nations Unies. La population du Sud-Ouest africain avait toujours été hostile à la présence de l'Afrique du Sud dans le territoire et M. Garoeb a exprimé l'espoir que la visite avait corroboré les témoignages dont l'Organisation des Nations Unies se trouvait déjà saisie, et selon lesquels une administration sectaire avait réduit la population à une condition indigne d'êtres humains.

29. M. Garoeb a déclaré que la situation au Sud-Ouest africain s'était aggravée depuis le retour de la mission et que le Comité des Dix-Sept devait de toute urgence étudier cette question dans l'espoir de pouvoir

<sup>7</sup> A/AC.73/4, point 9.

<sup>8</sup> Voir annexe XI, par. 32 à 38.

<sup>9</sup> A ce moment-là, le rapport du Président et du Vice-Président n'avait pas encore paru.

établir la présence des Nations Unies dans le territoire avec ou sans la collaboration du Gouvernement sud-africain.

30. M. Garoeb a dit que l'histoire de son peuple était écrite avec le sang d'hommes, de femmes et d'enfants innocents, et que le combat qu'il menait était une question de vie ou de mort. Ce peuple se trouvait en butte à l'exploitation, à l'asservissement et à l'esclavage; chaque jour, on déportait et l'on emprisonnait des dirigeants politiques, on renforçait les règlements sur les laissez-passer et on les appliquait avec plus de brutalité. Les Africains ne pouvaient espérer aucune justice.

31. M. Garoeb a rappelé aux Nations Unies qu'elles ne combattaient pas un adversaire ordinaire, car l'Afrique du Sud avait montré qu'elle n'accepterait pas l'autorité des Nations Unies sur le Sud-Ouest africain. Il a émis l'opinion que l'ONU n'avait le choix qu'entre deux possibilités: capituler devant le Gouvernement sud-africain, ce qui était inconcevable, ou aider la population du Sud-Ouest africain à écraser et à détruire l'administration sud-africaine dans le territoire, ce qui, a-t-il dit, nécessitait absolument le recours à la force.

32. Le révérend Markus Kooper a déclaré qu'après le départ du Président et du Vice-Président du Sud-Ouest africain les habitants de Hoachanas avaient appelé l'attention des Nations Unies<sup>10</sup> sur un communiqué radiophonique annonçant que les *black spots*, c'est-à-dire les petites réserves et les vieux quartiers, seraient éliminés au mois de juillet. L'arrestation de 25 personnes à Windhoek avait marqué le début de cette opération. M. Markus Kooper a prié instamment les Nations Unies de prendre toutes les mesures possibles pour faire cesser ces expulsions.

33. La situation des habitants de Hoachanas était d'une gravité exceptionnelle. Divers facteurs, notamment l'administration, les colons, la sécheresse et la fièvre aphteuse, se liguèrent pour exterminer cette population. Le fait que le bétail mourait de la sécheresse et que la population ne recevait aucune aide lui permettant de survivre pouvait être considéré comme le commencement de l'extermination. Les colons abattaient les quelques animaux qui n'avaient pas succombé à la sécheresse, sous le couvert de règlements sur la fièvre aphteuse, afin d'accélérer l'expulsion de la population de ses réserves. Le révérend Markus Kooper a ajouté que la population de Hoachanas niait l'existence d'une épidémie de fièvre aphteuse dans sa région.

34. Le révérend Markus Kooper a déclaré que les habitants de Hoachanas étaient pratiquement prisonniers dans leur réserve car nul n'y était habilité à délivrer des laissez-passer et il était donc impossible de trouver du travail ou de se louer à des colons. L'administration du territoire avait publié un arrêté en 1959 interdisant de donner du travail aux habitants de Hoachanas jusqu'à ce qu'ils acceptent d'être déplacés. La population de ce secteur avait un besoin urgent de secours en nature, sous forme de denrées alimentaires, et en espèces.

35. Le révérend Markus Kooper a déclaré qu'il avait reçu de Keetmanshoop des communications le priant instamment d'appeler l'attention du Comité spécial sur le fait qu'après la visite de la Mission des Nations Unies huit personnes au moins avaient été licenciées de leur emploi pour avoir participé à des manifestations lors de l'arrivée des représentants des Nations Unies, et que la politique d'*apartheid* était appliquée avec rigueur et avec haine.

<sup>10</sup> Voir annexe XII, No 34.

## b) Au Sud-Ouest africain

36. Durant leur visite dans le Territoire du Sud-Ouest africain, le Président et le Vice-Président ont entendu des déclarations d'un grand nombre de délégations de diverses organisations<sup>11</sup>. Les parties les plus intéressantes de ces auditions ont été résumées de façon concise dans le rapport du Président et du Vice-Président. Toutefois, les extraits suivants des interventions des diverses délégations viennent appuyer ce qui a déjà été dit sur l'enseignement bantou.

37. Une délégation de Hereros et un Damara avec qui le Président et le Vice-Président se sont entretenus à Grootfontein ont déclaré que, du fait de l'*apartheid*, ils recevaient un enseignement de qualité inférieure. Aucune de leurs écoles au Sud-Ouest africain ne pouvait se comparer avec celles des Européens. L'école pour Africains du niveau le plus élevé, l'Augustineum d'Okahandja, avait une utilité des plus restreintes, car cette école ne dispensait qu'un enseignement d'un niveau inférieur, appelé "enseignement bantou". Avec ce système, un Africain ne pouvait espérer accéder au cours de sa vie à un poste élevé. Un groupe de résidents africains de Tsumeb, avec qui le Président et le Vice-Président ont eu un entretien le 15 mai 1962, a déclaré que le Gouvernement de la République sud-africaine prétendait frayer la voie à l'autonomie africaine, mais le système d'enseignement bantou était d'un niveau si bas que les Africains resteraient à jamais des esclaves. Ils ont affirmé que le niveau de l'enseignement fourni auparavant était déjà extrêmement bas mais qu'avec l'enseignement bantou, il était ramené plus bas que terre. Ces gens ont fait observer que le Gouvernement sud-africain n'avait aucune preuve de ce qu'il avançait, à savoir que les non-Européens étaient incapables d'apprendre les mêmes choses que les Européens. L'enseignement bantou, disaient-ils, avait pour but de dispenser aux Africains une instruction qui les maintiendrait dans un état de subordination au sein de la société, et était lié au système de discrimination raciale existant dans le territoire dans les domaines politique, économique et social. A Windhoek, le 17 mai 1962, une délégation de citoyens de Rehoboth a déclaré au Président et au Vice-Président que le système d'enseignement en vigueur appelé enseignement bantou n'était qu'un semblant. A leur avis, l'enseignement devait être unique et indivisible; il devait être accessible à tous dans des conditions d'égalité et offrir à tous de pleines possibilités de développement.

38. Le père H. Honning, vicaire général de l'Eglise catholique, et le père W. Baltmeier ont déclaré au Président et au Vice-Président à Windhoek, le 17 mai 1962, qu'à leur avis le système d'enseignement bantou n'était pas si mauvais. Ils ont fait observer que ce système n'avait pas encore été établi. Ils ne pensaient pas que les programmes d'enseignement fussent très différents de ceux destinés aux Européens. Toutefois, ils n'allaient pas transférer leurs écoles au gouvernement mais en conserveraient la gestion aux termes d'un accord spécial passé avec l'administration.

39. Cependant, les Africains qui ont rencontré le Président et le Vice-Président se sont tous plaints de ce que le système d'*apartheid* fût à l'origine des maux dont ils souffraient par la faute de l'administration. Ils ont dit que le Gouvernement de la République sud-africaine ne fournissait pas un enseignement conforme au Mandat; le système d'enseignement bantou avait

<sup>11</sup> Le compte rendu de ces déclarations est reproduit à l'annexe XI.

pour but de maintenir le mythe de la supériorité de l'homme blanc sur l'homme noir. Ils priaient instamment l'Organisation des Nations Unies d'obliger l'administration à abolir ce système néfaste qu'était l'enseignement bantou.

40. Le Conseil consultatif de la communauté de Rehoboth et un autre groupe de pétitionnaires de Rehoboth ont donné au Président et au Vice-Président le nom de 21 étudiants de ce district qui voudraient poursuivre leurs études à l'étranger avec des bourses des Nations Unies. Un pétitionnaire de Windhoek, M. Brian Bassingthwaite, a déclaré qu'il avait reçu une bourse pour poursuivre ses études à l'Université de Tübingen en Allemagne, mais que les autorités sud-africaines avaient rejeté sa demande de passeport. Il demandait donc aux Nations Unies de l'aider pour qu'il puisse faire des études supérieures.

## Chapitre II. — Pétitions écrites

41. Au 31 août 1962, le Comité avait reçu 81 pétitions et communications émanant des personnes et des groupes dont la liste suit:

- 1) Chef Hosea Kutako, Windhoek; lettres en date des 18 et 19 octobre 1961.
- 2) M. E. E. Mbumba, South West Africa Peoples Organization (SWAPO), Luderitz: lettre en date du 20 octobre 1961.
- 3) Chef Hosea Kutako, Windhoek: lettre en date du 9 novembre 1961.
- 4) M. R. A. Alcock et autres citoyens de Rehoboth: lettre en date du 15 novembre 1961.
- 5) Révérend T. H. Hamutumbangela, Odibo, Ovamboland: lettre en date du 26 novembre 1961.
- 6) Chef Hosea Kutako, chef Samuel Witbooi et la SWAPO, Windhoek: télégramme reçu le 28 novembre 1961.
- 7) M. Erasmus ja Erastus Mbumba, SWAPO, Luderitz: lettre en date du 28 novembre 1961.
- 8) Chef H. S. Witbooi, chef H. Kutako, chef D. Isaak, chef A. Thomas, M. J. D. Gertze, président général de la South West Africa United National Independence Organization (SWAUNIO) et autres personnes, Keetmanshoop: télégramme reçu le 2 décembre 1961.
- 9) M. S. W. Mifima et autres personnes, SWAPO, et M. John Chirimani, Zimbabwe African Peoples Union (Rhodésie du Sud), Dar es-Salam: lettre en date du 19 décembre 1961.
- 10) M. Jariretundu Kozonguizi, président de la South West Africa National Union (SWANU), New York: lettre en date du 27 décembre 1961.
- 11) M. Hermann Rainer, SWAPO, Bonn (Allemagne de l'Ouest): lettre en date du 15 janvier 1962.
- 12) M. B. Bode, Otavi: lettre en date du 1<sup>er</sup> février 1962.
- 13) Chef Hosea Kutako, Windhoek: lettre en date du 6 février 1962.
- 14) MM. Mburumba Kerina et Ismail Fortune (SWAPO), New York: lettre en date du 10 février 1962.
- 15) Chef Hosea Kutako, chef Samuel Witbooi et SWAPO, Windhoek: lettre en date du 12 février 1962.
- 16) Conseillers du chef Munjuku II, des Mbanduru: lettre en date du 9 mars 1962.
- 17) M. Royal N. Webster, Walvis Bay: lettre en date du 10 mars 1962.
- 18) M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, et M. Salomon Mifima, Dar es-Salam: lettre en date du 14 mars 1962.
- 19) Chef Hosea Kutako, chef Samuel Witbooi et SWAPO, Windhoek: lettre en date du 4 avril 1962.
- 20) M. Nathaniel Mbaeva, SWANU, et révérend Michael Scott, Dar es-Salam: télégramme reçu le 31 mars 1962.
- 21) Affiliés de la PAFMECA — M. M. Sokoni, United National Independence Party, M. J. Chirimani, Zim-

- babwe African Peoples Union, M. P. Mueshilange (SWAPO) et M. O. G. Mungu (MANU) — Dar es-Salam: lettre en date du 19 avril 1962.
- 22) Chef Albert Mootzeng de la Bechuana, Gobabis: lettre en date du 21 avril 1962.
- 23) Chef Albert Mootzeng de la Bechuana, Gobabis: télégramme reçu le 22 avril 1962.
- 24) Révérend Markus Kooper, New York: lettre en date du 23 avril 1962.
- 25) M. Royal N. Webster, Walvis Bay: lettre en date du 24 avril 1962.
- 26) Chef Hosea Kutako, chef Samuel Witbooi et SWAPO, Windhoek: lettre en date du 1<sup>er</sup> mai 1962.
- 27) Basterraad (Conseil consultatif) de la communauté de Rehoboth: lettre en date du 24 mai 1962.
- 28) M. Royal Webster, Walvis Bay: lettre en date du 26 mai 1962.
- 29) Chef Albert J. Lutuli, Stanger (Afrique du Sud): télégramme reçu le 29 mai 1962.
- 30) Chef Hosea Kutako, chef Samuel Witbooi et SWAPO, Windhoek: lettre en date du 29 mai 1962.
- 31) Mlle Rosalynde Ainslie, secrétaire de l'Anti-Apartheid Movement, Londres: lettre en date du 30 mai 1962.
- 32) M. Mburumba Kerina, Djakarta: télégramme reçu le 3 juin 1962.
- 33) M. Erasmus ja Erastus Mbumba, SWAPO, Luderitz: lettre en date du 5 juin 1962.
- 34) M. J. Deusab et autres personnes, Hoachanas: lettre en date du 11 juin 1962.
- 35) Chef Hosea Kutako et chef Samuel Witbooi, Windhoek: lettre en date du 28 juin 1962.
- 36) Chef Hosea Kutako et chef Samuel Witbooi, Windhoek: lettre en date du 2 juillet 1962.
- 37) M. Erasmus ja Erastus Mbumba et autres personnes, SWAPO, Luderitz: lettre non datée.
- 38) M. Jacob Kuhangua, SWAPO: télégramme reçu le 20 juillet 1962.
- 39) M. D. K. Munamaya, Sehitya (Betchouanaland): lettre en date du 20 juillet 1962.
- 40) M. Timothy Holmes, rédacteur en chef adjoint, *Contact*, Cape Town: lettre en date du 25 juillet 1962.
- 41) MM. Kaukuety, Ngavirue et Kauraisa, Stockholm: télégramme reçu le 27 juillet 1962.
- 42) Afro-Scandinavian Youth Congress: télégramme reçu le 15 août 1962.
- 43) Chef Hosea Kutako, chef Samuel Witbooi et SWAPO: lettre en date du 15 août 1962.
- 44) M. I. G. Nathaniel Maxuirili, vice-président de la SWAPO: communication en date du 23 août 1962.
- 45) Chef Hosea Kutako, télégramme en date du 29 août 1962. Le Comité a également reçu les pétitions suivantes émanant de M. Jacobus Beukes, Rehoboth:
- 46) Télégramme reçu le 26 octobre 1961.
- 47) Lettre en date du 28 septembre 1961.
- 48) Lettre en date du 15 octobre 1961.
- 49) Lettre en date du 23 octobre 1961.
- 50) Lettre en date du 7 novembre 1961.
- 51) Lettre en date du 13 novembre 1961.
- 52) Télégramme reçu le 16 novembre 1961.
- 53) Lettre non datée.
- 54) Lettre en date du 1<sup>er</sup> décembre 1961.
- 55) Télégramme reçu le 2 décembre 1961.
- 56) Lettre en date du 3 décembre 1961.
- 57) Lettre en date du 5 décembre 1961, cosignataire: Mme Wilhelmina Beukes.
- 58) Lettre non datée.
- 59) Lettre en date du 23 décembre 1961.
- 60) Lettre en date du 25 décembre 1961.



- 61) Lettre en date du 29 décembre 1961.
- 62) Lettre en date du 6 janvier 1962.
- 63) Lettre en date du 9 janvier 1962.
- 64) Lettre en date du 16 janvier 1962.
- 65) Lettre en date du 22 janvier 1962.
- 66) Lettre en date du 1<sup>er</sup> février 1962.
- 67) Lettre en date du 6 février 1962.
- 68) Lettre en date du 13 février 1962.
- 69) Lettre en date du 16 février 1962.
- 70) Lettre en date du 11 mars 1962.
- 71) Lettre en date du 22 mars 1962.
- 72) Lettre en date du 31 mars 1962.
- 73) Lettre en date du 1<sup>er</sup> mai 1962.
- 74) Lettre en date du 16 mai 1962.
- 75) Lettre en date du 24 mai 1962.
- 76) Lettre en date du 1<sup>er</sup> juin 1962.
- 77) Lettre en date du 1<sup>er</sup> juin 1962, cosignataire: Mme Beukes.
- 78) Lettre en date du 11 juin 1962, cosignataire: Mme Beukes.
- 79) Lettre en date du 19 juin 1962.
- 80) Lettre en date du 5 juillet 1962.
- 81) Lettre en date du 7 juillet 1962.

42. N'ayant constaté aucun changement dans l'attitude du Gouvernement sud-africain au sujet du droit d'adresser des pétitions aux Nations Unies, le Comité spécial a décidé à sa 24<sup>ème</sup> séance de considérer comme recevables toutes les pétitions qui lui avaient été adressées.

43. A sa 24<sup>ème</sup> séance, le 24 août 1962, le Comité spécial a décidé que le texte des pétitions et communications énumérées au paragraphe 41 serait reproduit <sup>12</sup>.

44. A sa 27<sup>ème</sup> séance, le 29 août 1962, le Comité spécial a approuvé un projet de résolution relatif aux dites pétitions et communications et recommandé à l'Assemblée générale de l'adopter <sup>13</sup>.

45. Les pétitions avaient surtout trait à la situation et à l'avenir du territoire ainsi qu'à la visite du Président et du Vice-Président du Comité spécial au Sud-Ouest africain, ou à une éventuelle visite du Comité spécial tout entier.

46. Une pétition datée du 11 juin 1962, émanant des résidents de Hoachanas <sup>14</sup>, dont il est fait mention dans la déclaration précitée du révérend Markus Kooper, présente de façon caractéristique la situation du territoire telle qu'elle apparaît dans d'autres pétitions. Dans leur pétition, les résidents de Hoachanas ont déclaré que si certains ne se rendaient pas encore bien compte de la situation régnant dans le territoire, il était très difficile de trouver les termes appropriés pour dépeindre clairement cette situation. Le Gouvernement sud-africain, qui était chargé de promouvoir le bien-être matériel et moral de ces résidents et de s'occuper de leur éducation, ne faisait que les opprimer, les priver de leurs terres, de leurs droits de citoyenneté, de leur droit de revendiquer la propriété légale de leur pays, ainsi que de tous les droits fondamentaux de l'homme.

47. Constatant que l'Organisation des Nations Unies ne leur fournissait aucune aide concrète en réponse à leurs nombreuses plaintes, déclaraient les pétitionnaires, quelques désespérés avaient commencé à perdre leur confiance dans l'ONU, car ils ne voyaient aucune raison valable d'éprouver une haute estime pour une organisation qui n'était pas capable de les aider.

48. Pour ce qui est des laissez-passer, les résidents de Hoachanas ont expliqué qu'ils ne pouvaient pas obtenir de laissez-passer à Hoachanas même, mais qu'ils devaient se rendre à Uhlenhorst ou Lidfontein, à 18 et 17 milles respectivement, pour obtenir un laissez-passer leur permettant de sortir de Hoachanas; si donc une personne âgée de 14 ans ou plus voulait se rendre dans un endroit distant de 6 milles seulement de Hoachanas, elle devait d'abord parcourir, généralement à pied, 36 ou 34 milles.

49. Les pétitionnaires ont expliqué que la plupart de leurs bêtes étaient mortes par suite de la sécheresse, ou avaient été abattues à cause de la fièvre aphteuse, dont ils ont prétendu qu'elle ne s'était déclarée ni dans leur réserve ni dans les fermes environnantes appartenant aux Européens. A ce propos, les pétitionnaires ont rappelé qu'ils avaient dû reconstituer leur cheptel après chaque période de sécheresse grave, et que, si les prix obtenus par les Africains pour la vente de leurs bêtes étaient très bas, ils constataient en revanche qu'on leur demandait à l'achat des prix exceptionnellement élevés, au point qu'il leur fallait des années pour pouvoir s'acquitter du prix d'un seul animal.

50. A leur avis, on s'était servi de la sécheresse comme d'un prétexte pour réduire les salaires déjà bas, et les personnes qui cherchaient du travail se voyaient répondre sarcastiquement d'aller chercher du travail aux Nations Unies. On louait les services des Boschimans en tant que "domestiques", mais ils étaient traités comme des prisonniers; on les laissait pieds nus, sans vêtements, sans abri, exposés à la chaleur de l'été, au froid de l'hiver et à la pluie, et ils ne recevaient pas le moindre salaire. Des hommes qui avaient travaillé pendant plusieurs années dans une ferme ne recevaient que 5 shillings par mois et, souvent, ils ne recevaient pas leur salaire à la fin du mois. La construction de clôtures était un des travaux relativement bien payés, mais il était devenu difficile de gagner 2 livres 10 shillings par mois et les travailleurs devaient se nourrir à leurs frais. Les mesures tendant à perpétuer l'esclavage avaient été intensifiées, les maris étant séparés de leurs femmes et de leurs enfants.

51. Les pétitionnaires, qui regrettaient que leur région n'eût pas été comprise dans l'itinéraire préparé par l'Afrique du Sud pour le Président et le Vice-Président du Comité spécial, demandaient à l'Organisation des Nations Unies d'envoyer un autre groupe chargé de procéder à une enquête sur la situation dans l'ensemble du pays, y compris les petites fermes et les terres de Hoachanas.

52. Leurs précédentes demandes aux Nations Unies étant restées sans réponse, les pétitionnaires ont demandé à nouveau, entre autres, la restitution des terres de Hoachanas qui leur avaient été dérobées et le paiement de dommages-intérêts en réparation des accusations diffamatoires selon lesquelles ils auraient volé des peaux de caracul.

53. Les chefs Hosea Kutako et Samuel Witbooi ont également mentionné la sécheresse et la pénurie alimentaire qui en résultait. Ils ont sollicité l'aide de l'ONU et des institutions spécialisées <sup>15</sup>. De même, le Comité consultatif de la communauté de Rehoboth a mentionné les conséquences de la sécheresse et de la fièvre aphteuse et a déclaré que l'avenir de Rehoboth, ainsi que de tout le Sud-Ouest africain, s'annonçait très difficile et précaire. Les membres du Conseil ont demandé toute l'aide possible et ont expliqué que tout secours financier

<sup>12</sup> Voir annexe XII.

<sup>13</sup> Voir annexe XIII.

<sup>14</sup> Voir annexe XII, No 34.

<sup>15</sup> Voir annexe XII, No 36.

que pourrait leur octroyer l'ONU serait utilisé à nourrir les enfants indigents, venir en aide aux vieillards et aux invalides, aménager des jardins, procéder à des travaux hydrauliques, construire des routes, et à d'autres activités destinées au bien-être social de Rehoboth<sup>16</sup>.

54. Plusieurs pétitions traitaient de différends concernant les chefs et les notables locaux des réserves de Aminuis, Waterberg East et Epukiro. Certaines des personnalités en cause ont été accusées par le groupe d'opposition d'être favorables au gouvernement, mais, selon leurs propres déclarations, toutes seraient contre l'*apartheid* et souhaiteraient que le territoire ne soit plus administré par l'Afrique du Sud mais par l'Organisation des Nations Unies<sup>17</sup>.

55. Une pétition de M. Jacob Kuhangwa mentionnait l'arrestation en Rhodésie du Sud de deux habitants du Sud-Ouest africain<sup>18</sup>. Conformément à une décision prise par le Comité spécial à sa 9<sup>ème</sup> séance, le Président, dans une lettre adressée le 26 juillet 1962 au représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations Unies, a demandé qu'une enquête soit faite pour que le Comité dispose de nouveaux renseignements à ce sujet.

56. Par une lettre en date du 15 août 1962, le représentant permanent par intérim du Royaume-Uni a déclaré que M. Lucas Pohamba et M. Eliander avaient été arrêtés le 28 mai 1962 par la police de la Rhodésie du Sud, parce qu'ils n'avaient pas de papiers d'identité. Ils ont été officiellement inculpés le 30 mai 1962, aux termes de la *Registration Identification Act*, et l'affaire a été renvoyée au 4 juin 1962 pour qu'il soit

<sup>16</sup> Voir annexe XII, No 27; voir également Nos 4, 46, 57, 61, 64, 66 et 69.

<sup>17</sup> Voir annexe XII, Nos 13, 15, 16, 19, 22 et 23.

<sup>18</sup> Voir annexe XII, No 38.

entre-temps procédé à une enquête; celle-ci a révélé que l'un des deux hommes avait donné un faux nom. Les deux inculpés ont été condamnés le 4 juin à une amende d'une livre sterling ou à 10 jours de prison. Comme ils n'avaient pas d'argent, ils ont été emprisonnés. Comme ils n'avaient ni pièces d'identité, ni documents de voyage, ni argent, ils tombaient automatiquement sous le coup de l'*Immigration Act* en tant qu'immigrants indésirables; lorsqu'ils eurent purgé leur peine de prison, ils furent donc détenus en vertu de l'*Immigration Act*, pendant que des mesures étaient prises en vue de leur rapatriement en Afrique du Sud; ils ont été rapatriés le 1<sup>er</sup> août 1962.

57. D'après les renseignements communiqués par le Vice-Président de la SWAPO<sup>19</sup>, MM. Pohamba et Eleander Egumbo Ornatale, tous deux Ovambos, ont comparu devant la Magistrates Court de Windhoek après avoir été expulsés de Rhodésie du Sud. Ils ont été déclarés coupables de se trouver au Sud-Ouest africain sans être munis des pièces d'identité et laissez-passer réglementaires et condamnés à une amende de 20 R (10 livres) ou à 40 jours de prison. Le tribunal a ordonné également qu'ils soient conduits à Ovamboland, sous escorte de police. M. Pohamba aurait déclaré au tribunal qu'en juin 1961, M. Strydom, commissaire aux affaires indigènes à Oshikango, Ovamboland, lui avait demandé de démissionner de la SWAPO. M. Pohamba ayant refusé, on l'a attaché à un poteau, à Okwakena, et on l'y a laissé pendant deux jours sans nourriture; sur l'ordre du commissaire aux affaires indigènes, on l'a tailladé en 24 endroits, devant quatre chefs que l'on avait fait venir pour la circonstance. Après sa libération, il s'est enfui en Afrique orientale, craignant pour sa vie s'il restait dans l'Ovamboland.

<sup>19</sup> Voir annexe XII, No 44; voir aussi No 3.

## QUATRIÈME PARTIE

### OBSERVATIONS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

#### Chapitre premier. — Observations générales sur la situation au Sud-Ouest africain

58. Le Sud-Ouest africain est le seul territoire régi par un mandat de la Société des Nations qui n'ait pas encore été placé sous le régime de tutelle des Nations Unies ou qui n'ait pas encore accédé à l'indépendance complète. Le cours récent des événements à l'ONU a montré que la question du Sud-Ouest africain ne cessait de croître en gravité et en urgence.

59. La création du Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, décidée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1702 (XVI), a marqué un tournant important dans l'attitude adoptée par l'Assemblée sur la question à l'étude. C'est une mesure concrète qui a aidé l'Assemblée dans son action en faveur de la population autochtone du Sud-Ouest africain.

60. A la différence de l'ancien Comité du Sud-Ouest africain, qui était essentiellement un organe d'enquête, l'actuel Comité spécial a été essentiellement chargé, en vertu de la résolution 1702 (XVI), d'exécuter des tâches précises dans le Territoire du Sud-Ouest africain. C'est certainement là l'aspect le plus important du mandat confié au Comité spécial.

61. En outre, le Comité spécial a repris à l'ancien Comité du Sud-Ouest africain, pour la poursuivre, la

tâche qui consiste à examiner les renseignements disponibles sur la situation dans le Territoire. Il y a lieu de noter ici que les rapports de l'ancien Comité ont beaucoup aidé l'Assemblée générale à dénoncer ce qu'est la situation dans le Territoire du point de vue politique, social, économique et du point de vue de l'enseignement. De fait, une masse importante de renseignements sur cette situation a été accumulée au cours des neuf années d'existence de ce comité. Des documents tels que le rapport de l'année précédente<sup>20</sup> donnent des renseignements de base à tous ceux qui veulent se familiariser avec la situation dans le Territoire du Sud-Ouest africain.

62. Pour se conformer à son mandat, le Comité a décidé de passer rapidement en revue dans les paragraphes suivants les traits saillants de la situation dans le Territoire, en relevant toutes les modifications importantes qui ont pu intervenir dans l'année écoulée; il a estimé en effet qu'une étude complète de la situation ferait double emploi avec la description qui figure déjà dans les derniers rapports du Comité du Sud-Ouest africain<sup>21</sup>. En outre, le voyage du Président et du Vice-Président a permis de confirmer par des observations de première main les faits principaux que l'on

<sup>20</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Suppléments Nos 12 (A/4957) et 12A (A/4926).

<sup>21</sup> Ibid.

connaissait concernant le Territoire et les aspirations de la grande majorité de la population, qui souhaite un changement radical de régime.

63. La situation dans le Territoire sous mandat a continué d'être régie essentiellement par la politique d'*apartheid*, qui a été intensifiée et systématisée ces dernières années. Dans le cadre de cette politique discriminatoire, certaines zones insuffisantes sont réservées aux groupes autochtones à titre de patrimoine. En dehors de ces zones, le pays est censé appartenir à la population blanche et la présence d'autochtones est considérée comme temporaire et comme ne justifiant pas l'octroi de droits politiques ou assimilés. L'entrée d'autochtones dans les zones situées hors des réserves, notamment dans les zones urbaines, et le fait d'y avoir une résidence permanente sont réglementés par un système de laissez-passer. En ville, les autochtones résident dans des municipalités et des quartiers soumis à ségrégation et, exception faite de quelques rares types d'activités mineures dans ces municipalités ou quartiers, ils n'ont pas d'autre débouché du point de vue économique que celui de l'emploi salarié.

64. Dans le domaine politique, seuls les Européens ont le droit de voter lors des élections à l'Assemblée législative territoriale, qui jouit d'une large autonomie législative, ou aux six sièges réservés à la représentation du Territoire dans la Chambre sud-africaine. Aux élections de cette chambre qui se sont déroulées vers la fin de 1961, tous les sièges sont allés à des candidats du parti nationaliste, qui est gagné sans réserve à l'*apartheid*, bien que le parti d'opposition, le parti national unifié du Sud-Ouest (United National South West Party), qui préconise l'octroi progressif de droits politiques à la population non européenne, ait obtenu 40 p. 100 des suffrages exprimés.

65. Mis à part les chefs de groupes et de tribus dans les réserves, ainsi que les conseils consultatifs de réserves et de quartiers, qui sont élus en partie, la population africaine n'a pas d'institutions représentatives et a cherché à se grouper politiquement tout d'abord au sein d'un Conseil de chefs créé par le chef Hosea Kutako, l'ancien des Hereros, actuellement âgé de 90 ans, puis par l'intermédiaire de trois mouvements politiques de type moderne, la South West Africa Peoples Organization (SWAPO), qui travaille en coopération avec le chef Kutako et son conseil, la South West Africa National Union (SWANU) et la South West Africa United National Independence Organization (SWAUNIO). On a déjà exposé plus en détail, dans la troisième partie, les tendances de ces mouvements, qui souhaitent la suppression de l'administration actuelle et voudraient s'assurer une aide de l'ONU pendant que des institutions indépendantes seraient mises en place.

66. Les mouvements politiques africains ont dû fonctionner dans le cadre de lois qui restreignent l'activité politique normale — et qui sont devenues plus rigoureuses en 1962 — et sous la surveillance et la pression de la police, qui a notamment imposé des restrictions aux réunions, fait procéder à des perquisitions à des heures inhabituelles et fait renvoyer dans les réserves des Africains sans emploi.

67. Les blancs ou des sociétés étrangères détiennent les principales ressources économiques, notamment une mine de diamants, des mines de métaux communs, des entreprises de pêche, des maisons de commerce et des fermes couvrant la majorité des terres fertiles du Territoire.

68. Sur le plan économique, les possibilités déjà restreintes qu'avait la population africaine de s'élever n'ont pas augmenté pendant la période considérée. Au contraire, les conditions de vie des Africains sont allées en empirant du fait de la sécheresse qui a sévi pendant quatre ans de suite dans le Territoire et de l'épidémie de fièvre aphteuse qui a encore réduit le bétail. L'assistance du gouvernement a consisté seulement à distribuer de la nourriture prélevée sur ses stocks de secours, notamment en Ovamboland, exigeant des Africains qu'ils supportent la plus grande partie des frais. Il n'y a pas eu de disposition prévoyant des prêts ou des subventions de secours et de réorganisation aux éleveurs africains alors que des sommes importantes ont été prêtées ou accordées aux fermiers européens.

69. Même dans des conditions normales, les terres réservées aux Africains — et qui représentent moins de la moitié des terres mises à la disposition de quelques milliers de fermiers blancs — deviennent de plus en plus insuffisantes, surtout dans la zone de police.

70. Bien qu'il n'y ait pas eu de déclaration de politique officielle, il semble que les autorités sud-africaines aient eu l'intention de déplacer des Africains de la zone de police en leur faisant quitter les petites réserves ou *black spots* pour les réinstaller dans des "réserves indigènes" réunies et agrandies par l'achat de quelques fermes blanches voisines. Une petite réserve près de Windhoek a été ainsi supprimée il y a plusieurs années et on comptait également transférer les habitants namas de Hoachanas. Cette dernière mesure est cependant restée inappliquée par suite des critiques de la part des Nations Unies et en raison de difficultés pratiques auxquelles elle s'est heurtée. Les habitants continuent néanmoins à se plaindre de harcèlement (voir 3ème partie, par. 33, 34 et 46 à 52).

71. La population africaine des réserves de la zone de police est stationnaire, s'élevant à moins du quart de la population africaine totale. L'immigration de la population africaine dans les zones urbaines est limitée par des règlements (*influx control*). Une très large proportion des Africains doivent donc vivre et travailler dans les fermes européennes.

72. Dans le domaine de l'emploi, les Africains n'ont pas le droit de se constituer en syndicats pour protéger leurs droits. On ne permet aux Africains des "réserves indigènes" du Nord, situées en dehors de la zone de police, principalement en Ovamboland, de prendre un emploi dans une autre partie du territoire que suivant un système de contrats dont la durée normale a été ramenée de 18 à 12 mois au cours de l'année passée. Au titre de ces contrats, le salaire de base est de 18 cents par jour<sup>22</sup> avec une légère augmentation proportionnée à la durée du service. Les employeurs qui ne respectent pas ces contrats sont passibles de sanctions pénales. A l'expiration du contrat, les employés doivent être rapatriés dans leur région tribale. Bien qu'en raison de la sécheresse qui sévit actuellement les travailleurs qui font des demandes de contrat soient en surnombre, il y a habituellement pénurie de main-d'œuvre, ce qui indique bien la modicité des salaires payés.

73. L'ensemble de la politique d'*apartheid* est renforcé par un système de règlements sur la liberté de mouvement des Africains, que l'on appelle habituellement les *Pass Laws* (lois sur les laissez-passer). Aucun "Africain" qui n'a pas bénéficié d'une exemption à titre personnel ne peut se rendre au-delà des limites du quartier, de la réserve, de la ferme ou de tout autre

<sup>22</sup> Equivalant à 25 cents des Etats-Unis par jour.

lieu où il travaille sans être muni d'un laissez-passer. Les laissez-passer sont également exigés pour la résidence dans les zones urbaines, et les hommes de la population indigène qui ne peuvent trouver de travail dans un temps donné sont normalement invités à quitter la zone.

74. Dans les régions rurales, les services médicaux à l'usage des Africains sont peu développés; là où ils existent, ils sont assurés par des sociétés missionnaires qui, même lorsqu'elles sont subventionnées par l'Administration, n'ont habituellement pas les moyens d'offrir des services de qualité élevée. Il existe des hôpitaux séparés pour Européens et non-Européens dans les principaux centres urbains.

75. Les services d'enseignement sont assurés séparément pour les Européens, les gens de couleur et les indigènes, bien que l'on ait choisi récemment pour l'enseignement des gens de couleur le même programme que pour l'enseignement européen. Les évaluations les plus récentes que l'on ait pu obtenir (pour 1961-1962) indiquent que les dépenses ont été de 1 513 000 R pour l'enseignement européen, 258 000 R pour l'enseignement des gens de couleur et 477 000 R pour l'enseignement bantou, bien que la population africaine soit presque six fois plus importante que la population européenne. En 1961, les autorités sud-africaines ont commencé à introduire dans le Territoire le système de l'enseignement bantou qui était déjà appliqué depuis plusieurs années en Afrique du Sud. Les principales caractéristiques de ce système, si on le compare au système précédent, sont la diminution ou l'élimination du rôle des sociétés missionnaires et un plus grand contrôle de l'Etat, ainsi que l'utilisation des diverses langues locales comme moyens d'enseignement dans les classes moyennes au lieu de l'anglais ou de l'afrikaans. Ce système ne fait que renforcer la politique fondamentale du Gouvernement sud-africain dans le domaine de l'enseignement, politique qui consiste, comme l'a fait remarquer le précédent Comité du Sud-Ouest africain, à ne donner aux Africains qu'un système scolaire et une formation rudimentaire afin de limiter leur activité à des emplois subalternes pour les maintenir en état de servilité à l'égard de la minorité blanche. La politique du Gouvernement sud-africain consiste également à refuser aux Africains l'accès à l'enseignement supérieur de façon à les écarter des activités professionnelles et de l'exploitation de leurs ressources et à les priver de contacts avec des idéologies évoluées, de peur qu'ils n'aspirent à des conditions de vie meilleures que la situation insupportable qui est actuellement la leur.

76. Cette politique s'est trouvée mise en lumière lorsque les autorités sud-africaines, au cours d'un entretien avec le Président et le Vice-Président sur la question des possibilités d'enseignement supérieur à l'étranger, ont déclaré que les étudiants du Sud-Ouest africain "seraient trop jeunes pour tirer parti d'études de ce genre et qu'ils pourraient être exposés à des influences communistes"<sup>23</sup>. Ces considérations montrent bien que les Nations Unies elles-mêmes et divers

Etats Membres devraient fournir aux étudiants du Sud-Ouest africain des facilités pour leur permettre de bénéficier d'un enseignement supérieur.

77. A cet égard, le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain tient à remercier de leur générosité et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve les Etats suivants, qui ont offert des bourses d'étude à des étudiants du Sud-Ouest africain conformément aux paragraphes 1, a, 5 et 6 du dispositif de la résolution 1705 (XVI): Birmanie, Chine, Ghana, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Norvège, Pakistan, Pologne, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tanganyika, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie<sup>24</sup>.

## Chapitre II. — Conclusions et recommandations

78. Du rapport du Président et du Vice-Président, il ressort manifestement que bien que n'ayant passé que neuf jours dans le Territoire et n'ayant visité que les lieux prévus dans l'itinéraire fixé par le Gouvernement sud-africain, le Président et le Vice-Président ont recueilli suffisamment de renseignements sur les conditions de vie pour être en mesure de confirmer les constatations et conclusions antérieures de l'Assemblée générale sur la situation du Territoire sous mandat.

79. Des pétitions qui ont été présentées, des déclarations de ressortissants du Sud-Ouest africain et des observations du Comité spécial sur la situation dans le Sud-Ouest africain, il ressort également qu'il sera difficile, sinon impossible, d'obtenir l'application complète de la résolution de l'Assemblée générale, à moins qu'une présence des Nations Unies ne soit établie dans le Territoire sous mandat par l'octroi au Comité spécial, ou à d'autres organes ou organes subsidiaires, et aux institutions spécialisées des Nations Unies d'une grande liberté pour entrer dans le Territoire sous mandat et en sortir.

80. Enfin, et c'est là un point important, il est évident que si cette question n'est pas réglée de façon satisfaisante et au plus tôt, la situation risque de dégénérer en un grave désastre politique dont les répercussions seraient profondes.

81. Il est par conséquent impérieux que les Nations Unies prennent des mesures fermes et résolues en la matière pour amener le Gouvernement sud-africain à permettre à l'ONU d'exercer ses fonctions légitimes de contrôle sur le Territoire sous mandat.

82. Compte tenu de l'expérience passée, le Comité spécial estime que le moment est venu d'agir de façon ferme et décisive dans la question du Sud-Ouest africain et qu'il ne peut pour sa part rien faire de plus ni de moins que de s'associer entièrement aux conclusions et recommandations contenues dans le rapport de son président et de son vice-président.

<sup>23</sup> Voir par. 40 du rapport du Président et du Vice-Président (2ème partie ci-dessus).

<sup>24</sup> La Norvège et la Suède ont offert des bourses d'étude à des étudiants du Sud-Ouest africain avant que les Nations Unies n'aient lancé cet appel.

## ANNEXES

### ANNEXE I

#### Résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961 sur la question du Sud-Ouest africain

##### *L'Assemblée générale,*

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", ainsi que sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961 portant création d'un Comité spécial de dix-sept membres chargé d'étudier l'application de la Déclaration,

Rappelant ses résolutions 1568 (XV) du 18 décembre 1960 et 1596 (XV) du 7 avril 1961,

Prenant acte avec satisfaction du rapport spécial du Comité du Sud-Ouest africain<sup>a</sup>,

Tenant compte des constatations, conclusions et recommandations du rapport spécial du Comité du Sud-Ouest africain sur les mesures à prendre en vue d'assurer l'instauration d'un ordre légal et l'application des méthodes, des réformes et des programmes d'assistance qui permettront au Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain d'assumer, dans le délai le plus court possible, toutes les responsabilités de la souveraineté et de l'indépendance,

Notant avec un profond regret que le Gouvernement de la République sud-africaine a empêché, avec des menaces, l'entrée du Comité du Sud-Ouest africain dans le Territoire,

Notant avec une inquiétude accrue la dégradation progressive de la situation au Sud-Ouest africain résultant de l'intensification impitoyable de la politique d'*apartheid*, le profond ressentiment de tous les peuples africains, s'accompagnant de l'expansion rapide des forces militaires sud-africaines, ainsi que l'armement et le renforcement militaire des Européens, tant militaires que civils, dans le dessein d'opprimer les populations autochtones, ce qui crée une situation de plus en plus explosive, qui, si elle se prolonge, mettra en danger la paix et la sécurité internationales,

Considérant que le Gouvernement sud-africain a manqué d'une façon persistante à ses obligations internationales dans l'administration du Territoire du Sud-Ouest africain, entreprise au nom de la communauté internationale,

Réaffirmant qu'il est du droit et du devoir de l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter pleinement de ses obligations à l'égard du territoire international qu'est le Sud-Ouest africain,

Convaincue que la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV) ainsi que la responsabilité qui incombe à l'Organisation aux termes de la Charte des Nations Unies envers la communauté internationale et le peuple du Sud-Ouest africain exigent que des mesures immédiates soient prises par l'Organisation des Nations Unies,

1. Proclame solennellement le droit inaliénable du peuple du Sud-Ouest africain à l'indépendance et à la souveraineté nationale;

2. Décide la création d'un Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, composé de représentants de sept Etats Membres nommés par le Président de l'Assemblée générale et ayant pour mission d'atteindre, en consultation avec la Puissance mandataire, les objectifs suivants:

a) Visite du Territoire du Sud-Ouest africain avant le 1er mai 1962;

b) Evacuation de toutes les forces militaires de la République sud-africaine se trouvant dans le Territoire;

<sup>a</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 12A (A/4926).

c) Libération de tous les détenus politiques sans distinction de parti ou de race;

d) Abrogation de toutes lois ou règlements confinant les habitants autochtones dans des réserves et leur déniaient toute liberté de déplacement, d'expression et d'association, ainsi que de toutes autres lois ou règlements qui établissent et maintiennent l'intolérable régime d'*apartheid*;

e) Préparation d'élections générales à l'Assemblée législative qui devront avoir lieu aussitôt que possible, sur la base du suffrage universel des adultes, sous la surveillance et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies;

f) Conseils et assistance au gouvernement issu des élections générales, en vue de préparer l'accession du Territoire à l'indépendance complète;

g) Coordination de l'assistance des institutions spécialisées à la population dans les domaines économique et social, en vue de promouvoir son bien-être moral et matériel;

h) Retour dans le Territoire des autochtones qui l'ont quitté, sans risque d'emprisonnement, de détention ou de châtiment d'aucune sorte pour leur activité politique à l'intérieur ou hors du Territoire;

3. Prie le Comité spécial de s'acquitter des tâches que l'Assemblée générale avait assignées au Comité du Sud-Ouest africain en vertu des alinéas a, b et c du paragraphe 12 de sa résolution 749 A (VIII) du 28 novembre 1953;

4. Demande instamment au Gouvernement sud-africain de coopérer pleinement avec le Comité spécial et avec l'Organisation des Nations Unies pour permettre l'application des dispositions de la présente résolution;

5. Décide d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur la présente résolution, à la lumière du paragraphe 7 de la résolution 1596 (XV), par laquelle l'Assemblée générale a attiré l'attention du Conseil sur la situation relative au Sud-Ouest africain, qui, si elle se prolonge, mettra en danger, de l'avis de l'Assemblée, la paix et la sécurité internationales;

6. Prie tous les Etats Membres:

a) De faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider le Comité spécial dans l'accomplissement de sa mission;

b) De s'abstenir, le cas échéant, de tous actes susceptibles de retarder ou d'empêcher l'exécution de la présente résolution;

7. Prie le Comité spécial de tenir le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et le Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux au courant de ses activités et des difficultés qu'il pourrait rencontrer;

8. Prie le Comité spécial d'étudier toutes mesures éventuelles susceptibles de faciliter la mise en œuvre des autres recommandations du Comité du Sud-Ouest africain, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session;

9. Décide de maintenir à son ordre du jour la question du Sud-Ouest africain et de la considérer comme une question demandant une attention urgente et continue;

10. Invite le Secrétaire général à faciliter l'application de la présente résolution.

### ANNEXE II

Communiqué, en date du 2 juillet 1962, approuvé par le Comité spécial à sa 6ème séance (privée)

Le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain a poursuivi la discussion de la question de la présentation du rapport du Président et du Vice-Président sur leur voyage en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain; le Président et le Vice-Président étant absents, le Comité spécial a décidé de demander aux



gouvernements intéressés de les prier de se rendre à New York pour présenter en personne leur rapport au Comité.

### ANNEXE III

#### Texte des télégrammes adressés au Gouvernement philippin et au Gouvernement mexicain conformément à la décision prise à sa 12<sup>ème</sup> séance par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain

COMITÉ SPÉCIAL POUR SUD-OUEST AFRICAIN A DÉCIDÉ DE REMERCIER VOTRE GOUVERNEMENT D'AVOIR DONNÉ SUITE À SA DEMANDE ET PERMIS AU PRÉSIDENT [VICE-PRÉSIDENT] DE VENIR FAIRE RAPPORT AU COMITÉ EN PERSONNE CE QU'IL A FAIT CONJOINTEMENT AVEC VICE-PRÉSIDENT [PRÉSIDENT].

### ANNEXE IV

#### Lettre du 16 juin 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain

Quelques jours après mon arrivée au Caire, venant d'Afrique du Sud, j'ai reçu votre télégramme dont la teneur était la suivante: LE RAPPORTEUR SERAIT HEUREUX CONNAÎTRE DATE APPROXIMATIVE VOTRE RETOUR À NEW YORK. LES MEMBRES DU COMITÉ CONSIDÈRENT PRÉSENTATION DU RAPPORT EXTRÊMEMENT URGENTE.

Je regrette sincèrement d'avoir été contraint de retarder la présente réponse. Mais, comme vous le savez, j'ai été malade et hospitalisé pendant environ 10 jours avant de quitter l'Afrique du Sud, et je suis arrivé ici, au Caire, à demi-malade, très affaibli et souffrant beaucoup. Maintenant encore, je suis suivi par deux spécialistes: l'un vient me traiter à mon hôtel trois fois par semaine; quant à l'autre, je dois me rendre à son cabinet pour y subir, également trois fois par semaine, un traitement à l'électricité. J'espère donc que vous comprendrez pourquoi j'ai tant tardé à vous écrire.

Pour ce qui est de la date approximative de mon retour à New York, dont il est question dans votre télégramme, elle dépend de plusieurs facteurs. Elle dépend tout d'abord du moment où le rapport sera terminé et pourra être présenté au Comité spécial. Vous savez sans doute que notre mission devait rédiger son rapport à Nairobi avant de rentrer à New York. Ceci avait été décidé sur ma suggestion car, comme vous le savez également, avant d'entreprendre cette mission, j'avais été nommé ambassadeur des Philippines au Caire, avec l'agrément du Caire. Toutefois, la date à laquelle je devais entrer en fonctions avait été repoussée jusqu'après mon retour du Sud-Ouest africain. Pour cette raison, je dois maintenant rester quelque temps au Caire avant de me rendre à nouveau à New York. C'est pourquoi je souhaitais que le rapport soit rédigé à Nairobi avant que la Mission ne retourne à New York.

Ceci n'a pas été possible étant donné qu'à la suite de ma malencontreuse maladie et de mon hospitalisation en Afrique du Sud, l'ambassadeur Martínez de Alva et M. Berendsen ont décidé de me laisser à l'hôpital militaire à Pretoria et se sont rendus directement à New York. Dans ces circonstances, il n'est actuellement possible de rédiger ce rapport qu'en procédant à des consultations à longue distance entre New York et le Caire. Je pense donc que le rapport ne pourra être soumis au Comité spécial que vers la mi-juillet. Si l'on jugeait alors souhaitable que je vienne à New York pour présenter le rapport, je serais heureux de demander à mon gouvernement l'autorisation de me rendre à New York, à condition que l'ONU prenne à sa charge les frais de mon voyage aller et retour Le Caire-New York.

Je pense que si mes collègues du Comité spécial et du groupe africano-asiatique désirent me voir revenir rapidement à New York, c'est parce qu'ils s'inquiètent de mon prétendu changement de position en ce qui concerne l'*apartheid* et du fait que je me serais joint au communiqué publié par le premier ministre Verwoerd et l'ambassadeur Martínez de Alva à la fin de notre mission; je voudrais donc dissiper leurs craintes et rectifier l'exposé des faits en apportant les précisions suivantes:

Tout d'abord, quant au bruit selon lequel j'aurais changé de position au sujet de l'*apartheid* et souhaiterais le succès de

l'*apartheid*, rien n'est plus éloigné de la vérité. Au cours des 10 dernières années à la Quatrième Commission, j'ai toujours été parmi les premiers à condamner l'*apartheid* et à dénoncer ses effets néfastes sur la paix et la sécurité et sur les vies des habitants autochtones du Sud-Ouest africain. Qui plus est, à l'ancien Comité du Sud-Ouest africain, au cours de ces trois dernières années, c'est moi plus qu'aucun autre qui ai insisté pour que l'on formule dans les rapports annuels du Comité de vives critiques contre l'*apartheid* et ses effets néfastes sur le moral et la vie des populations intéressées. J'agissais ainsi sur la base d'opinions mûrement réfléchies et de convictions bien connues de tous, qui ne sauraient évidemment changer du jour au lendemain, et je déclare catégoriquement que rien de ce que j'ai vu ou entendu au cours de notre mission en Afrique du Sud et dans le Territoire sous mandat n'a changé ces opinions en quoi que ce soit.

Deuxièmement, en ce qui concerne les allégations selon lesquelles je me serais joint au communiqué commun publié par le Premier Ministre d'Afrique du Sud, déclarant que nous n'aurions trouvé aucune preuve que la situation existant au Sud-Ouest africain constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales, ni qu'on était en train de militariser le territoire, ni encore que l'on exterminait peu à peu la population, je déclare que je n'ai participé en rien à l'élaboration dudit communiqué et je décline toute responsabilité à cet égard. Le jeudi 24 mai, lorsque nous avons repris nos discussions avec le Gouvernement sud-africain à la suite de notre visite dans le Territoire sous mandat et lorsque le Premier Ministre nous a demandé de formuler nos conclusions sur ces questions, j'ai vivement protesté qu'une si courte visite limitée aux quelques endroits où nous avions pu nous rendre en 10 jours n'était évidemment pas suffisante pour arriver à des conclusions contraires à celles qui sont énumérées dans les résolutions de l'Assemblée générale; en outre, aux termes de l'invitation qui nous avait été adressée, il nous était interdit de discuter les alinéas b à h du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée et, par conséquent, il était encore moins possible au Président et au Vice-Président de formuler à ce sujet des conclusions contraires, sauf autorisation expresse émanant du Comité spécial ou de l'Assemblée générale, ce qui n'était pas le cas.

Mais ni à ce moment-là, ni à aucun autre, je n'ai participé à la rédaction, l'approbation ou la publication d'un communiqué commun ou d'une déclaration commune quelconque sur ces questions. C'est lorsque je suis tombé malade, les vendredi et samedi suivants, alors que j'étais absent et incapable d'assister aux deux derniers entretiens avec le Premier Ministre, que le communiqué commun a été rédigé, discuté et approuvé. En vertu du règlement, lorsqu'un président est absent ou incapable de remplir ses fonctions, le vice-président le remplace d'office et quelque décision qu'il prenne, il agit de son propre chef, sans tenir compte des opinions contraires du président absent.

Dans le cas présent, j'étais malade et absent au moment où la déclaration commune a été rédigée, discutée et approuvée. Je n'ai autorisé personne à y ajouter mon nom. Il est exact qu'avant de se rendre à la réunion le samedi matin, l'ambassadeur Martínez de Alva, accompagné de M. Berendsen et Mlle Yarrow, est venu dans ma chambre de malade me demander avec instance mon consentement au sujet du communiqué, mais je n'ai pas donné mon consentement. Il est parti, très mécontent de mon refus, laissant M. Berendsen et Mlle Yarrow essayer encore de me convaincre, mais je leur ai dit sans détours que si mon collègue mexicain souhaitait vraiment se joindre au Premier Ministre, il pouvait le faire de son propre chef, sans aucune objection de ma part. Je décline donc toute responsabilité en ce qui concerne le communiqué en question.

Je souhaiterais maintenant traiter de la forme et du contenu que devrait avoir, selon moi, le rapport de notre mission. Il faut tout d'abord examiner la nature et l'étendue de la mission entreprise par le Président et le Vice-Président au cours de leur visite en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain. Il convient ici de se rappeler que s'il est question au paragraphe 2, a, du dispositif de la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale d'une visite dans le Territoire sous mandat,

il n'y a aucune indication quant au but de cette visite. La visite a été accomplie, non par le Comité, mais par le Président et le Vice-Président, lesquels ne devaient d'ailleurs pas discuter des alinéas b à h du paragraphe 2 de leur mandat.

Dans ces circonstances, j'ai considéré cette visite davantage comme une mission diplomatique — destinée à établir des contacts et à consolider le rapprochement entre les Nations Unies et le Gouvernement sud-africain, de manière à établir la présence des Nations Unies dans le Territoire, sans laquelle la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée aurait été pratiquement impossible — que comme une mission d'enquête, et surtout qu'une mission destinée à infirmer des constatations ou des conclusions précédemment formulées par l'Assemblée générale; selon moi, le but de la mission était avant tout de rechercher les meilleurs moyens de mettre en œuvre les dispositions de la résolution de l'Assemblée. En d'autres termes, je considère que les fonctions du Comité spécial sont essentiellement de mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée et non pas d'en contester ou d'en détruire la validité.

En tenant compte de ceci, je propose que la première partie du rapport consiste en un compte rendu des contacts diplomatiques, des démarches et des échanges de vues entre le Président et le Vice-Président, d'un côté, et les représentants du Gouvernement sud-africain, de l'autre, que ce soit à New York, à Pretoria ou ailleurs, en commençant par la prise de contact initiale avec l'ambassadeur Fourie à New York, et en terminant par la publication du communiqué commun à Pretoria, le samedi 26 mai 1962; on devrait ensuite chercher à évaluer dans quelle mesure la mission a ou non réussi à établir des contacts et à opérer le rapprochement nécessaire entre les Nations Unies et le Gouvernement sud-africain, ou à établir la présence des Nations Unies dans le Territoire.

Cette première partie du rapport pourrait comprendre l'exposé initial des opinions formulées par les fonctionnaires du Gouvernement sud-africain à Pretoria les 7 et 8 mai 1962, rappeler la force avec laquelle ils se sont élevés contre les conclusions fondamentales énoncées dans les résolutions de l'Assemblée et souligner l'importance qu'ils attachent aux circonstances historiques et à la contiguïté des territoires de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain, dans la recherche d'une solution acceptable de la question du Sud-Ouest africain. Enfin, cette première partie du rapport doit, bien entendu, rendre compte du désir évident du Premier Ministre, lors de la reprise des discussions à Pretoria les 24 et 25 mai, que le Président et le Vice-Président du Comité formulent des conclusions au sujet des déclarations fondamentales contenues dans les résolutions de l'Assemblée, exposer les positions prises à ce sujet par le Président et le Vice-Président, et indiquer les circonstances qui ont finalement conduit à la publication de la prétendue déclaration commune, à l'issue de la dernière entrevue, le samedi 26 mai 1962.

La seconde partie du rapport pourrait être consacrée au compte rendu du voyage rapide que la mission a effectué dans le Territoire, selon un itinéraire préparé par le Gouvernement sud-africain, des auditions qu'elle a accordées au cours de cette visite et de la tendance générale des opinions exprimées au cours de ces auditions: il faudrait tout d'abord parler de la jeune génération qui est unanime à souhaiter un changement d'administration, l'administration sud-africaine étant remplacée par celle des Nations Unies, de son mépris et de sa haine de l'*apartheid* et de son désir d'obtenir rapidement la liberté; il faudrait ensuite décrire la satisfaction apparente de la vieille génération composée de gens ignorants et des Européens qui ont intérêt à conserver le *statu quo*.

Il conviendrait de procéder dans cette deuxième partie du rapport à une évaluation objective des récents efforts de l'administration pour recueillir et conserver l'eau de pluie, construire des écoles et des hôpitaux supplémentaires, tout en soulignant que, si bien intentionnés que puissent être ces efforts, ils sont bien trop insuffisants pour répondre aux besoins véritables de la population non européenne, et pour l'arracher à l'affreuse pauvreté, à la misère, à l'ignorance et à la maladie qui constituent son lot depuis des générations. Cette partie devrait être brève et rédigée en termes généraux, son but étant de montrer la nécessité d'une intervention rapide des Nations

Unies, selon la lettre et l'esprit du Mandat et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Enfin, pour terminer, le rapport pourrait contenir certaines conclusions ou recommandations, à savoir que l'accent mis par le Gouvernement sud-africain sur les prétendues circonstances historiques et sur la contiguïté des territoires de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain semble interdire toute solution acceptable pour le Gouvernement sud-africain, autre que la division ou l'annexion du Territoire sous mandat; qu'en outre, alors qu'il est menacé par le triste spectre de l'isolement d'avec le reste du monde et que l'opinion universelle s'indigne de sa politique d'*apartheid* et du mépris dont il continue de faire preuve envers les Nations Unies, le Gouvernement sud-africain, incapable de trouver une voie honorable pour sortir de cette situation intenable, essaie désespérément de se cramponner au *statu quo*; et qu'il faut que les Nations Unies restent toujours vigilantes, et qu'elles ne relâchent jamais leurs efforts en vue d'amener le Gouvernement sud-africain à se rendre compte de l'absurdité et de l'inutilité de sa politique d'*apartheid* et à comprendre le danger qu'il court en restant sourd aux appels que lui adressent les Nations Unies.

Voilà quelles sont mes vues au sujet de la forme et du contenu du rapport; je vous laisse le soin de les communiquer au Vice-Président pour qu'il formule ses commentaires et j'espère que, grâce à des consultations mutuelles, il sera possible de trouver un terrain d'entente au sujet de la forme et du contenu définitifs du rapport.

Pour l'information de tous ceux que la question intéresse, j'aimerais que la présente lettre soit communiquée aux membres du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain ainsi qu'à toutes les autres personnes qui s'intéressent à mes opinions sur l'*apartheid* et sur le rapport de la mission à l'occasion de sa visite en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain.

*L'Ambassadeur des Philippines,  
Président du Comité spécial  
pour le Sud-Ouest africain,  
(Signé) Victorio D. CARPIO*

## ANNEXE V

**Lettre du 16 juillet 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>b</sup>**

J'ai l'honneur de me référer au communiqué publié le 23 mai dernier par le Premier Ministre et le Ministre des affaires extérieures de l'Union sud-africaine d'une part, et le Président et le Vice-Président du Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain d'autre part. A ce sujet, je tiens à préciser, d'ordre exprès du Ministère des relations extérieures du Mexique, la position de mon gouvernement touchant le communiqué en question; cela s'impose tant parce que M. l'ambassadeur Salvador Martínez de Alva a participé à sa rédaction, en sa qualité de Vice-Président du Comité, qu'en raison des répercussions que ce communiqué a eues par la suite.

En premier lieu le Gouvernement mexicain n'a pas été informé par avance de la publication du communiqué et moins encore de son contenu. En fait, ce n'est que par les services de presse internationaux que mon gouvernement a eu pour la première fois connaissance du communiqué dont il s'agit. Il convient de signaler à ce propos que la procédure normale en pareil cas eût été que le Président et le Vice-Président du Comité informent le Comité avant de prendre sur eux la responsabilité de faire une déclaration conjointe avec le Gouvernement sud-africain.

De plus, j'estime devoir signaler qu'il convient de tenir compte de l'explication que nous a donnée M. l'ambassadeur Martínez de Alva; il a dit en effet que, d'une façon générale, lorsque le représentant d'un organe ou d'un comité des Nations Unies agit dans l'exercice de fonctions auxquelles il a été élu et se transforme en fonctionnaire ou en représentant dudit organe ou dudit comité, il n'a pas en cette qualité à recevoir d'instructions de son gouvernement puisque ses actes doivent

<sup>b</sup> Cette lettre a été reçue le 23 juillet 1962.

être régis exclusivement par le mandat que lui a conféré l'organe qui l'a élu ou qui l'a chargé de le représenter. Cette affirmation paraît plus exacte encore, en l'espèce, si l'on tient compte du fait qu'aux termes de la réponse qu'a faite le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain à la lettre du représentant permanent de l'Union sud-africaine en date du 11 avril 1962, le Président et le Vice-Président ont pris part à titre non officiel à un examen de la question que discutent l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sud-africain.

De tout ce qui précède, il résulte clairement que M. l'ambassadeur Martínez de Alva n'a jamais pensé que le communiqué devait exprimer le point de vue du Gouvernement mexicain, qu'il n'exprime pas en fait.

Passant maintenant au contenu même du document dont il vient d'être question, je tiens à déclarer que la position anticolonialiste traditionnelle de mon gouvernement, qu'il a notamment adoptée en ce qui concerne la question du Sud-Ouest africain, est absolument inchangée. Dans ces conditions, il est évident que le Gouvernement mexicain, s'il avait été consulté au sujet du contenu du communiqué, aurait dû réserver sa position sur certaines appréciations et sur certains jugements qui y figurent, et en particulier sur ceux qui peuvent être interprétés comme méconnaissant ou contredisant les diverses résolutions adoptées sur la question par l'Assemblée générale et en faveur desquelles mon pays a voté. Etant donné qu'il n'en a pas été question dans le communiqué, je crois devoir saisir cette occasion de réaffirmer la position bien connue du gouvernement et du peuple mexicains, résolument opposés à toute discrimination raciale.

Je crois que l'extrême importance de la question justifie que je réaffirme, en tant que représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies, la foi profonde de mon gouvernement dans les ultimes objectifs que vise la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et son ferme désir, lorsque de nouveaux Etats accèdent à l'indépendance dans l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, qu'ils le fassent dans des conditions qui procurent à leurs habitants une amélioration politique, économique et sociale. Il est opportun de rappeler qu'en appliquant cette politique la délégation mexicaine à la Quatrième Commission a été jusqu'à dire, lors de la seizième session ordinaire de l'Assemblée générale, que l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de successeur de la Société des Nations, pourrait éventuellement révoquer le mandat confié par celle-ci à l'Union sud-africaine étant donné que le gouvernement de ce pays n'a pas rempli les obligations qu'il avait librement assumées lorsqu'il a accepté le mandat; la délégation mexicaine a dit aussi que l'administration du Sud-Ouest africain pourrait bien dans ce cas être assumée directement par les Nations Unies durant le temps nécessaire pour préparer le territoire à l'indépendance, objectif qu'envisage la résolution 1702 (XVI) de l'Assemblée générale.

Ayant apporté les précisions qui précèdent, je tiens maintenant à vous faire savoir que mon gouvernement, eu égard à la demande que lui a adressée à ce sujet le Comité pour le Sud-Ouest africain, a donné pour instructions à M. l'ambassadeur Martínez de Alva de se rendre à New York afin d'exposer au Comité ce que, en sa qualité de mandataire dudit Comité, il a vu et entendu durant le voyage qu'il a effectué pour remplir la mission que le Comité lui-même lui avait confiée. J'estime devoir ajouter que mon gouvernement conserve sa confiance dans l'intégrité, la bonne foi et le sérieux dont a fait preuve à tout moment M. l'ambassadeur Salvador Martínez de Alva depuis de longues années qu'il est à son service.

En ce qui concerne la lettre que M. l'ambassadeur Victorio Carpio vous a adressée le 16 juin dernier<sup>c</sup>, je joins à la présente une note de M. l'ambassadeur Martínez de Alva<sup>d</sup> dans laquelle il demande une distribution analogue à celle dont a fait l'objet la lettre de M. l'ambassadeur Carpio. Dans cette note, M. l'ambassadeur Martínez de Alva précise les circonstances dans lesquelles a été rédigé et publié le communiqué dont il est question au premier paragraphe de la présente lettre.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

*Le représentant permanent du Mexique  
auprès de l'Organisation des Nations Unies,  
(Signé) Luis PADILLA NERVO*

## ANNEXE VI

**Lettre du 16 juillet 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain<sup>e</sup>**

J'ai reçu il y a quelque temps le texte de la réponse<sup>f</sup>, en date du 26 juin dernier, de M. Victorio D. Carpio, président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain, au télégramme que le Comité lui avait adressé pour lui demander quand il reviendrait à New York, étant donné qu'il devenait urgent de prendre des dispositions pour présenter un rapport.

En réponse à cette demande, le Président du Comité spécial a dit qu'il avait été malade et l'était encore, que son retour à New York dépendait de la date à laquelle le rapport serait prêt, qu'il avait pensé le rédiger à Nairobi avant de présenter ses lettres de créance comme ambassadeur au Caire, mais que, par la suite, cela n'avait pas été possible parce que M. Berendsen et moi-même avions décidé de rentrer à New York en le laissant à l'hôpital. Dans ces conditions, ajoute M. Carpio, le rapport devrait être établi maintenant par correspondance entre New York et Le Caire et, par conséquent, ne pourrait pas être présenté avant la mi-juillet; si la présence à New York de M. Carpio apparaissait souhaitable, il s'y rendrait volontiers, à condition que son gouvernement l'y autorise et que l'Organisation des Nations Unies assume ses frais de voyage aller et retour.

D'autre part, M. Carpio avait l'impression que le Comité spécial était désireux de connaître tous les détails concernant le changement d'attitude qu'on lui attribuait vis-à-vis de l'*apartheid* et le rôle qu'il "aurait" joué dans la rédaction du Communiqué commun qui avait été publié, dit-il, par le Ministre de l'Afrique du Sud et par moi-même.

S'agissant de l'*apartheid*, M. Carpio a dit qu'il n'avait modifié en rien sa position, car, ennemi acharné depuis tant d'années d'un système aussi odieux, il lui était impossible de changer d'avis à ce sujet du jour au lendemain, d'autant plus qu'au cours de son voyage il n'avait rien vu qui aurait pu le faire changer d'avis en quoi que ce soit.

En second lieu, s'agissant du communiqué commun, "publié par le Premier Ministre", et dans lequel nous disions n'avoir trouvé aucune preuve que la situation existant dans le territoire du Sud-Ouest africain constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales ni que l'on était en train de militariser le territoire et que nous n'avions pas constaté d'indices d'une extermination progressive de la population, il se voyait obligé de démentir toute participation à la publication de ce communiqué et à décliner par conséquent toute responsabilité pour sa rédaction et sa publication.

Je juge inutile de reproduire ici les autres assertions que fait M. Carpio dans sa réponse, car, à la demande du signataire, le texte de cette réponse a été distribué aux membres du Comité spécial et, dans la présente communication, je n'entends me référer qu'à la partie de sa réponse où M. Carpio déclare catégoriquement qu'il "n'a participé en rien à l'élaboration dudit communiqué et décline toute responsabilité à cet égard", en ajoutant qu'il ne m'a jamais donné l'autorisation de le publier.

Etant donné que, si l'on acceptait sur ce point les assertions de M. Carpio, on pourrait mettre en doute ma sincérité, ce qui porterait atteinte à mon honneur personnel et à ma dignité de fonctionnaire, je me vois dans l'obligation pénible de vous rendre compte, en le faisant de manière aussi succincte que possible, des événements tels qu'ils se sont déroulés, c'est-à-dire, pour le moment, de ceux qui ont concerné directement la préparation et la rédaction du communiqué commun.

<sup>c</sup> Annexe IV.

<sup>d</sup> Annexe VI.

<sup>e</sup> Cette lettre a été reçue le 23 juillet 1962.

<sup>f</sup> Voir annexe IV.



Je dois d'abord dire qu'au cours de la réunion du matin du 7 mai, M. Carpio et moi-même avons approuvé la suggestion du Premier Ministre de l'Afrique du Sud tendant à ce que, pour éviter les difficultés avec la presse et les controverses qui pourraient résulter de déclarations divergentes, nos décisions de ne pas faire de déclarations isolées et d'attendre jusqu'au dernier moment pour publier un communiqué commun dans lequel figureraient toutes nos conclusions. Le Président et moi-même, vice-président du Comité spécial, avons donc, je le répète, été d'accord avec le Premier Ministre sur l'idée d'un communiqué commun.

Je ne ferai pas ici le récit de notre voyage au Sud-Ouest africain, puisque j'aurai à le faire dans mon rapport (commun ou séparé, selon les circonstances) au Comité spécial. J'indiquerai seulement qu'à notre retour à Pretoria, pendant la réunion que M. Carpio et moi-même avons eue avec le Premier Ministre, le 25 mai, nous lui avons réitéré notre accord quant à la publication d'un communiqué commun. Au cours de cette même réunion, il a été décidé de charger deux fonctionnaires du Cabinet du Premier Ministre et nos propres secrétaires de préparer un projet de communiqué que nous examinerions à la réunion de l'après-midi, fixée pour 16 heures.

Les personnes désignées pour rédiger ce projet de communiqué se réunirent immédiatement et se mirent d'accord sur un premier texte. M. Carpio, les secrétaires et moi-même étudîâmes ce texte de 15 à 16 heures. M. Carpio fit quelques observations portant sur la forme, que j'acceptai immédiatement et qui furent tout de suite incorporées au projet. Après quoi, M. Carpio déclara que, ne se sentant pas bien, il ne prendrait pas part à la réunion de l'après-midi. Comme il m'avait déjà exposé ses vues, qui concordaient avec les miennes, je ne vis pas d'inconvénients à assister seul à cette réunion.

Au cours de la réunion, nous discutâmes le projet de communiqué, sur les grandes lignes duquel nous étions tous d'accord. Mais, comme M. Carpio était absent, je déclarai ne pas être en mesure d'en accepter le texte définitivement et sous ma responsabilité exclusive. Je demandai donc que nous nous réunissions de nouveau le lendemain (26 mai) pour adopter un texte définitif, après que j'aurais consulté de nouveau le Président du Comité. Avant de nous séparer, nous fîmes tirer au propre le second projet et, le soir même, je le remis à M. Carpio pour qu'il l'étudie, en m'offrant à revenir lui en parler le lendemain avant d'aller à la dernière réunion.

A cette fin, je me présentai donc le lendemain matin à 9 heures dans l'appartement de M. Carpio, président du Comité, pour m'entretenir avec lui comme convenu et pour que nous nous rendions ensemble au Palais du gouvernement. M. Carpio a dit alors qu'il se sentait très mal et que, dans ces conditions, il était d'avis que je me charge de tout. Ce à quoi j'ai répondu, en présence de nos secrétaires qui venaient d'arriver, que je m'y refusais absolument. J'ajoutai que seulement au cas où il serait mort ou moribond, je me résoudrais à prendre les mesures nécessaires pour achever de façon satisfaisante notre mission sous ma responsabilité personnelle. Mais comme, heureusement, tel n'était pas le cas, je n'agisais qu'avec sa pleine connaissance et approbation et que, par conséquent, je le priais de nous accompagner à la réunion où il pourrait discuter comme il l'entendait le texte du document.

Mes efforts en ce sens furent vains, mais j'obtins que les deux secrétaires, lui et moi, étudierions ensemble le document que nous avions préparé; à la suite de quoi, il en a approuvé l'ensemble du texte sauf, à ce moment-là, les paragraphes 3 et 4 qu'il désirait rédiger de manière différente.

A ce sujet, les secrétaires de notre groupe et moi-même lui dîmes que les points auxquels se rapportaient ces paragraphes avaient réellement été discutés au cours des réunions et exactement dans les termes utilisés auxdits paragraphes du projet. Il était impossible de les changer en quoi que ce soit, étant donné que le communiqué ou bulletin que nous étions en train de préparer devait dire la vérité et seulement la vérité et, puisqu'il devait être publié sous la responsabilité conjointe des participants aux conversations, serait vraiment l'unique témoignage

que nous rapporterions à l'Organisation des Nations Unies comme fruit de notre travail.

Comme M. Carpio maintenait ses objections et pour qu'il ne pense pas que c'était moi qui voulais lui forcer la main dans un sens ou dans l'autre, je me suis retiré, le laissant avec les secrétaires qu'avait mis à notre disposition l'Organisation des Nations Unies. Avant de quitter le salon de M. Carpio, je le suppliai de me faire savoir par l'intermédiaire des secrétaires ce qu'il aurait décidé, car, à mon avis, c'était seulement ainsi qu'on éviterait de prolonger la discussion et qu'on assurerait l'unité voulue pour le communiqué.

Heureusement, moins de 10 minutes plus tard, M. Berendsen et son assistante, Mlle Yarrow, sortirent de l'appartement de M. Carpio en me disant qu'il avait fini par se rendre à l'évidence et m'autorisait entièrement à accepter le communiqué commun sous la forme où il avait été rédigé, y compris les paragraphes 3 et 4, mais avec les modifications sur lesquelles il avait tellement insisté et dont nous avions soigneusement pris note.

Par conséquent, nous partîmes immédiatement pour "Libertas", résidence officielle du Premier Ministre, et où, étant donné les difficultés que j'ai mentionnées, nous sommes arrivés un peu tard.

Sur place, nous avons discuté de nouveau et en détail chaque idée et chaque mot, polissant le texte autant que nous pouvions, mais respectant totalement et absolument l'entière volonté de M. Carpio et jusqu'aux modifications les plus insignifiantes qu'il avait tenu à y apporter. Lorsque nos secrétaires et les fonctionnaires du Gouvernement sud-africain eurent comparé les exemplaires préparés pour la presse au projet que nous avions rédigé à nous tous, y compris M. Carpio, et après une brève conversation avec le Premier Ministre, nous sommes partis.

Je ne sais ce que j'aurais fait si M. Carpio ne m'avait pas donné catégoriquement pleins pouvoirs, comme il l'a fait, pour approuver le communiqué commun. Probablement aurais-je demandé à faire prolonger les réunions; probablement tout notre travail aurait été réduit à néant. Mais, étant donné que M. Carpio m'avait autorisé devant témoins, dans les termes indiqués ci-dessus, à le faire en son nom, j'ai moi aussi approuvé volontiers le texte définitif du communiqué, auquel j'avais moi-même (après en avoir averti M. Carpio) fait insérer le paragraphe final où était mentionnée la discussion des points dont, bien qu'ils nous fussent interdits, nous avions traité brièvement, ainsi qu'une vague promesse de réunions futures.

De tous les faits exposés ci-dessus et qui correspondent strictement à la vérité, il ressort avec évidence que M. Carpio a participé à son entière satisfaction à l'élaboration du communiqué commun et qu'il a donné son assentiment à l'ensemble comme à chacun des paragraphes.

A propos de l'avant-dernier paragraphe de la communication de M. Carpio, je tiens à dire que je suis tout disposé à chercher, en consultation avec lui, un terrain commun qui puisse servir de base à un rapport que nous ferions ensemble au Comité, à condition bien entendu que le Comité nous le demande.

Il ne me reste plus qu'à rappeler que, du point de vue politique comme du point de vue moral, j'ai toujours réprouvé l'*apartheid*, même sous la forme la plus atténuée, parce qu'il est absolument contraire à la dignité humaine et à mes convictions personnelles.

M. Carpio vous ayant demandé de faire distribuer sa lettre aux membres du Comité spécial, je me permets de vous adresser à mon tour la même requête en ce qui concerne ma présente lettre, afin qu'elle soit portée à la connaissance des personnes qui ont lu la première.

*L'Ambassadeur du Mexique,  
Vice-Président du Comité spécial  
pour le Sud-Ouest africain,*

(Signé) Salvador MARTÍNEZ DE ALVA

## ANNEXE VII

### **Lettre du 17 juillet 1962 adressée au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes par le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain<sup>a</sup>**

J'ai l'honneur de me référer de nouveau à la lettre en date du 16 juin dernier que vous a adressée le Président du Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain<sup>b</sup>, et de vous donner quelques précisions, comme M. Carpio le désire, sur la forme et le contenu du rapport que nous devons présenter au sujet de notre voyage en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain et, à propos de ce voyage, sur nos travaux, observations et conclusions, etc.

A cet égard, j'estime que la présentation du rapport doit avoir un caractère strictement chronologique car la méthode consistant à présenter les événements au lecteur selon l'ordre dans lequel ils se sont produits est la seule rationnelle, qui ne risque pas d'infléchir ou de prédisposer son esprit dans un sens ou dans l'autre.

Dans ces conditions, on commencerait donc par donner un résumé des décisions prises par le Comité spécial entre sa première et sa dernière réunion en rappelant d'abord qu'il avait été convenu que nous userions de discrétion, de calme et de courtoisie pour établir des rapports avec le représentant du Gouvernement de l'Afrique du Sud, puis éventuellement avec le gouvernement de Pretoria, et pour développer ces rapports.

Ensuite, on pourrait mentionner l'invitation conditionnelle reçue de l'Afrique du Sud et son acceptation, sans objection, par notre comité.

Puis on noterait qu'il a été décidé que je ferais partie du Sous-Comité devant se rendre en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain.

Après quoi, on indiquerait les buts très restreints assignés à notre mission et, enfin, en donnant tous les détails nécessaires, les pouvoirs illimités qui nous ont été accordés en vue, premièrement, de créer une atmosphère de cordialité propre à favoriser l'ouverture et le déroulement de négociations ultérieures; deuxièmement, d'obtenir l'autorisation de nous rendre au Sud-Ouest africain; et, enfin, d'obtenir, sans ménager aucun effort à cette fin, tous les autres résultats possibles dans le cadre des résolutions 1702 (XVI) et 1705 (XVI) mais sans oublier qu'il nous était interdit de nous occuper des points b à h du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1702 (XVI).

Ensuite, on indiquerait les diverses étapes du voyage de New York à Pretoria.

Le rapport se poursuivrait par un exposé sur les quatre premiers entretiens avec le Premier Ministre, puis par un compte rendu détaillé du voyage et enfin des cinq derniers entretiens avec le Premier Ministre, les 24, 25 et 26 mai dernier, jusqu'à la déclaration commune, y compris la maladie de M. Carpio.

Le chapitre suivant contiendrait nos impressions et conclusions; quelles que soient ces dernières, on devrait, conformément au principe adopté par le Comité spécial dès le début, rédiger ce chapitre en termes sincères, honnêtes et prudents, en reconnaissant et énumérant les résultats que le Sous-Comité a obtenus pour le Comité et l'Organisation des Nations Unies, et en déplorant qu'il reste encore tant à faire, qu'il s'agisse de la question du mandat ou de s'élever contre le système d'apartheid, si contraire à la dignité humaine, aux droits de l'homme et à l'esprit des temps.

Dans cette partie du rapport, et pour conclure, il faudrait également indiquer qu'il y a lieu d'espérer que le Gouvernement de l'Afrique du Sud continuera à accorder au Comité spécial et à l'Organisation des Nations Unies les mêmes facilités qu'il a données au Sous-Comité, ainsi que les avantages de sa coopération, afin de résoudre toutes les questions en suspens, non seulement dans l'intérêt des habitants du Territoire du Sud-Ouest africain, mais aussi dans celui de la paix mondiale.

En même temps, il faut, dans le rapport, exprimer l'espoir qu'étant donné son objectivité, le Comité spécial le transmettra

<sup>a</sup> Cette lettre a été reçue le 24 juillet 1962.

<sup>b</sup> Voir annexe IV.

à l'Assemblée générale, accompagné des commentaires qu'il jugera bon de faire sur l'attitude prise en l'occurrence tant par le Comité lui-même que par le Gouvernement de l'Afrique du Sud.

Je vous prie, Monsieur le Sous-Secrétaire, de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre dans les mêmes conditions que celles que je me suis permis de solliciter pour ma précédente communication de juillet 1962.

*L'Ambassadeur du Mexique,  
Vice-Président du Comité spécial des Nations Unies  
pour le Sud-Ouest africain,  
(Signé) Salvador MARTÍNEZ DE ALVA*

## ANNEXE VIII

### **Lettre du 27 juillet 1962 adressée au Président par intérim du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain par le représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que le télégramme suivant m'a été adressé par le Secrétaire aux affaires étrangères de la République des Philippines:

VEUILLEZ LIRE CETTE COMMUNICATION AU PRÉSIDENT COMITÉ SUD-OUEST AFRICAIN ET DEMANDER SA PUBLICATION COMME DOCUMENT STOP MONSIEUR STOP EN DONNANT RÉPONSE FAVORABLE À VOTRE DEMANDE DE PRÉSENCE DE L'AMBASSADEUR CARPIO DEVANT VOTRE COMITÉ LE GOUVERNEMENT DES PHILIPPINES A OBÉI À SON DÉSIR DE FACILITER LES TRAVAUX DU COMITÉ POUR PROTÉGER LES DROITS ET INTÉRÊTS DES HABITANTS DU SUD-OUEST AFRICAIN STOP C'EST LÀ LE BUT PRINCIPAL DU COMITÉ ET LE SEUL OBJECTIF DE LA MISSION ENTREPRISE EN SON NOM PAR SON PRÉSIDENT ET SON VICE-PRÉSIDENT STOP VU CE BUT ET CET OBJECTIF LE GOUVERNEMENT DES PHILIPPINES EXPRIME L'ESPOIR QUE LES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ ENCOURAGERONT L'AMBASSADEUR CARPIO ET MONSIEUR MARTÍNEZ DE ALVA À PRÉSENTER UN RAPPORT COMMUN STOP QUEL QU'AIT ÉTÉ LE TEXTE DU COMMUNIQUÉ OU DE LA DÉCLARATION QUI A PU ÊTRE PUBLIÉ L'ATTITUDE DES PHILIPPINES SUR LA QUESTION FONDAMENTALE RESTE INCHANGÉE STOP CETTE ATTITUDE CONSISTE EN UNE OPPOSITION INÉBRANABLE À L'"APARTEID" ET À TOUTES SES PRATIQUES ET INSTITUTIONS INIQUES STOP SIGNÉ EMMANUEL PELAEZ SECRÉTAIRE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Je vous serais reconnaissant de faire distribuer la communication ci-dessus sous forme de document du Comité.

*Le représentant permanent des Philippines  
auprès de l'Organisation des Nations Unies,  
(Signé) Jacinto C. BORJA*

## ANNEXE IX

### **Résumé des déclarations faites par le Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain à la 14ème séance du Comité, le 3 août 1962<sup>1</sup>**

Le Président dit qu'étant donné la déclaration faite à la séance précédente du Comité par le représentant du Mexique il considère de son devoir de défendre son honorabilité et d'expliquer sa position en ce qui concerne le prétendu communiqué commun.

En premier lieu, il n'a jamais accepté, au début du voyage en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, comme l'a affirmé le représentant du Mexique, que les personnalités du Gouvernement sud-africain et le Président et le Vice-Président du Comité spécial ne publient pas de déclarations séparées. Il n'aurait jamais admis un tel "arrangement", parce que, à la différence du Vice-Président, qui a affirmé que le Comité spécial avait donné à ses représentants pleine latitude pour prendre toute mesure qu'ils jugeraient nécessaire, lui-même jugeait que ses pouvoirs en tant que Président étaient très limités et qu'il n'était pas autorisé à participer à la publication d'un communiqué quelconque. Il aurait pu s'associer au communiqué s'il n'avait pas eu connaissance du précédent débat sur le Sud-Ouest africain à l'Organisation des Nations Unies, s'il avait agi par inadvertance ou stupidité, ou ne s'était pas rendu compte

<sup>1</sup> A/AC.110/SR.14.

des éventuelles conséquences d'un tel acte. Mais, comme il était en pleine possession de ses facultés, il ne pouvait absolument pas apposer son nom sur un tel document. Il aurait pu le faire si, comme certaines délégations aux Nations Unies, il ne défendait l'anticolonialisme que du bout des lèvres, et appuyait en réalité les puissances coloniales. Heureusement pour son gouvernement, M. Carpio est un champion sincère de l'anticolonialisme et il n'aurait jamais été assez stupide pour souscrire à un texte qui va à l'encontre de la base des résolutions de l'Assemblée générale sur le Sud-Ouest africain. Il aurait pu être entraîné à participer au communiqué si, faible et sans caractère, il avait succombé à la pression des fonctionnaires sud-africains. Mais le fait est qu'il a toujours défendu ses convictions quand il les croyait conformes aux vues de son gouvernement et aux principes des Nations Unies. Il s'est opposé, dès le début, à l'idée de publier un communiqué commun; parce qu'il a compris que cela équivaldrait à nier l'urgence nécessaire d'une solution immédiate de la question du Sud-Ouest africain. De plus, il savait que son gouvernement n'aurait pas toléré qu'il approuve ce communiqué.

Citant encore d'autres raisons sérieuses pour se dissocier des auteurs du communiqué, M. Carpio fait observer qu'en tant que Président du Comité spécial, il ne se juge pas autorisé par le Comité ni par l'Assemblée à contredire les conclusions auxquelles est parvenue l'Assemblée après avoir étudié pendant des années la situation au Sud-Ouest africain, non plus qu'à invalider le mandat du Comité, qui est de mettre en œuvre les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En outre, en participant à un tel communiqué, il aurait en fait établi pour le Gouvernement sud-africain un rapport sur ce qu'avait appris la mission avant d'en faire part au Comité spécial et à l'Assemblée. Une telle manière d'agir aurait été déplacée et M. Carpio n'aurait jamais voulu compromettre ainsi le prestige de l'Organisation des Nations Unies. D'ailleurs, les termes de l'invitation du Gouvernement sud-africain ont empêché le Président et le Vice-Président d'examiner les alinéas b à h du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1702 (XVI), et de faire quoi que ce soit à leur sujet. Nulle pression de la part du Gouvernement sud-africain n'aurait pu le convaincre de faire une déclaration sur ces questions. En fait, sur des questions aussi essentielles que celles sur lesquelles porte le communiqué, M. Carpio ne se serait jamais prononcé sans consulter son gouvernement; il reconnaît volontiers qu'il s'est rendu en Afrique du Sud en tant que représentant du Gouvernement philippin et non pas seulement du Comité spécial ou à titre personnel. A ce propos, le Comité se rappellera la déclaration du Gouvernement mexicain qui affirme que ce gouvernement n'a pas été consulté par le Vice-Président au sujet du communiqué et précise que ce document ne représente pas la position du Mexique.

Il ne faut pas non plus oublier que le Président et le Vice-Président n'ont passé au Sud-Ouest africain que neuf jours. Pendant ce bref séjour, ils ne se sont rendus que dans un petit nombre de localités désignées par le Gouvernement sud-africain sur l'itinéraire établi pour eux. Ils ne pouvaient vraiment pas, après un si court séjour, se sentir autorisés à présenter des conclusions concernant l'existence d'une menace à la paix et à la sécurité dans le Territoire, les tentatives d'extermination de la population autochtone ou la militarisation du Territoire, qui sont les trois points principaux dont traite le communiqué. Bien avant la date à laquelle ce document a été publié, ils avaient reçu un mémoire sur ces trois questions. Ils avaient donc eu le temps d'en envisager les incidences. Il aurait fallu que M. Carpio ait totalement perdu la raison pour signer une expression de vues sur ces questions. L'objet assigné au communiqué était d'ébranler le prestige de l'Organisation des Nations Unies, et le Président n'aurait à aucun prix été complice d'une telle tentative.

La vérité, c'est que le communiqué n'est pas de M. Carpio. Au moment où ce document a été signé et publié, M. Carpio était malade et incapable d'assister aux réunions. D'après le *Sunday Times* de Johannesburg du 27 mai, le communiqué a été rédigé par le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud et le Secrétaire de la Mission de visite, et non pas, comme l'a prétendu le représentant du Mexique, par deux membres du Gouvernement sud-africain et deux membres du Secrétariat. De son propre aveu, le Vice-Président n'a pas réussi à persuader le Président de lui donner pouvoir pour signer le communiqué en son nom. Après avoir chargé les membres du Secrétariat de

convaincre le Président, le Vice-Président s'est retiré et, avant de rencontrer le Premier Ministre d'Afrique du Sud pour signer le texte, il n'a jamais vérifié si le Président l'avait autorisé à le faire. Dans ces conditions, M. Martínez de Alva n'a pas agi en tant que représentant ou mandataire de M. Carpio, mais sous sa propre responsabilité. Faisant preuve d'un extraordinaire manque d'indépendance d'esprit, il a candidement déclaré que si le Président ne lui avait pas donné autorité pour signer le communiqué, il ne sait ce qu'il aurait fait. Pourtant, il savait que le Président était hors d'état d'agir, isolé, malade. Quelqu'un s'est servi du nom et du prestige du Président pour soutenir mensongèrement que le communiqué était un acte volontaire auquel le Président avait participé en pleine connaissance de cause.

La question du prétendu communiqué commun est une affaire privée entre le représentant du Mexique et le représentant des Philippines. Le Comité spécial renoncerait objectivement à sa souveraineté s'il s'en remettait au Comité des Dix-Sept du soin de décider, d'après la documentation pertinente, si ce communiqué constitue une partie des travaux du Comité spécial. Il est du devoir du Comité spécial de dire lui-même s'il a autorisé le Président et le Vice-Président à participer à la rédaction du communiqué et si ce document est un acte du Comité qui engage sa responsabilité.

M. Carpio se réserve le droit de divulguer des indications supplémentaires, s'il est obligé de le faire, par d'autres déclarations du représentant du Mexique. S'étant rendu compte qu'il avait commis une erreur, ce dernier a cherché à mettre en cause le Président. Pour sa part, le Président est prêt à être confronté avec des témoins pour prouver de façon péremptoire qu'il n'a jamais participé à la rédaction du communiqué.

Le Président déclare que, quelles que soient les instructions qui leur aient été données, ni le Président ni le Vice-Président n'étaient autorisés à faire quoi que ce soit qui dépassait leurs attributions: pour sa part, il ne se considère pas comme ayant été autorisé à signer un tel communiqué.

## ANNEXE X

### Résumé des déclarations faites par le Vice-Président du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain aux 13ème et 14ème séances du Comité, les 2 et 3 août 1962<sup>j</sup>

M. Martínez de Alva (Mexique), procédant à l'analyse détaillée du troisième paragraphe<sup>k</sup>, souligne que le communiqué existe bien et qu'il a en fait été publié en commun par le Gouvernement sud-africain, le Président et le Vice-Président; ainsi donc, on ne saurait le qualifier de "prétendu" communiqué commun — selon l'expression employée dans la première phrase — ni l'attribuer uniquement au Gouvernement sud-africain. Il convient également de rendre la seconde phrase conforme aux faits: s'il est vrai que le communiqué ne représente pas un acte officiel du Comité, il constitue néanmoins un acte volontaire des trois signataires. Puisque le Président persiste à nier qu'il ait contribué à sa préparation, à sa rédaction ou à sa publication, et que le Vice-Président conteste ses dires, le texte devrait faire mention des lettres adressées par l'un et par l'autre au Sous-Secrétaire pour expliquer leur position respective. De plus, s'il est vrai — à strictement parler — que ni le Comité ni l'Assemblée n'ont chargé le Président et le Vice-Président de publier le communiqué en question, ces derniers ont néanmoins reçu toute latitude de prendre les mesures qu'ils jugeraient nécessaires lorsqu'ils se trouveraient en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain. Les comptes rendus des séances que le Comité a tenues avant leur départ montrent clairement qu'ils jouissaient de la plus grande liberté d'action. Aussi ont-ils décidé, à leur arrivée en Afrique du Sud, de ne pas faire de déclarations quotidiennes à la presse à l'issue de chaque réunion et de ne faire connaître leur façon de voir que dans une déclaration finale. Ni l'un ni l'autre ne se sont opposés à la proposition du Premier Ministre d'Afrique du Sud tendant à publier un communiqué commun.

\*  
\* \*

<sup>j</sup> A/AC.110/SR.13 et 14.

<sup>k</sup> Voir la lettre d'envoi reproduite au paragraphe 19 ci-dessus.

M. Martínez de Alva (Mexique), reprenant l'analyse du projet de texte, fait remarquer qu'on ne saurait guère contester le caractère pertinent de ses observations, étant donné les documents dont sont saisis les membres du Comité, notamment la lettre émanant du Gouvernement mexicain et les lettres que le Président et lui-même ont publiées sur la question en litige.

La publication du communiqué commun a été rendue nécessaire et opportune par l'absence de procès-verbaux ou de comptes rendus des conversations qui ont eu lieu entre le Président et le Vice-Président d'une part et le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud de l'autre. Il s'agit là d'un fait sur lequel les objections tardives du Président touchant certains passages ne sauraient avoir d'influence. Le Président a participé à ces conversations; il avait pleinement connaissance de la situation et c'est avec son consentement que le communiqué a été rédigé. Le Président et le Vice-Président ont en fait agi en parfait accord entre le moment de la rédaction du communiqué et sa publication. Le représentant du Mexique n'est pas disposé à modifier le moindre terme de la déclaration à laquelle il a apposé sa signature.

Il convient de modifier la dernière phrase du troisième paragraphe du projet de lettre d'envoi attendu qu'on ne peut contester l'existence du communiqué — quelle que soit l'opinion du Comité sur son contenu — et que le communiqué a bien été publié conjointement par les porte-parole du Gouvernement sud-africain et le Président et le Vice-Président agissant en leur qualité officielle de représentants du Comité.

\*  
\* \*

M. Martínez de Alva (Mexique) dit qu'il aurait été prêt à accorder plein crédit aux explications du Président si elles n'étaient pas venues après coup. Quelles que soient les raisons de M. Carpio pour se dissocier du communiqué, le fait est qu'il s'y est associé et est responsable de cet acte au même degré que le représentant du Mexique, la seule différence entre eux étant que l'un maintient sa position, tandis que l'autre la répudie maintenant. La position du Vice-Président a été expliquée en détail dans le document adressé au Secrétariat par le Gouvernement mexicain, et M. Martínez de Alva ne veut pas y ajouter un seul mot. Cependant, il ne peut admettre la conclusion que le représentant des Philippines a tirée de sa déclaration d'après laquelle, si le Président ne lui avait pas donné pleins pouvoirs, il n'aurait pas su quoi faire. Cette déclaration, loin d'indiquer la stupidité dont l'a accusé le Président, montre seulement qu'il ne se jugeait pas infallible. Comme le Président lui avait octroyé l'autorité nécessaire, il n'y a eu aucune difficulté. M. Martínez de Alva tient également à protester énergiquement contre la menace voilée de M. Carpio de recourir à des mesures extrêmes s'il cherche encore à préciser sa position: cela est indigne du Président du Comité.

Pour ce qui est des pouvoirs accordés au Président et au Vice-Président par le Comité, M. Martínez de Alva estime personnellement que l'un et l'autre avaient toute liberté d'action au cours de leur voyage. Cette conclusion est corroborée par le fait que le Comité a approuvé<sup>1</sup> une proposition faite avant

leur départ par le représentant de la Norvège et selon laquelle, bien que la mission du Président et du Vice-Président ait un caractère exploratoire, le Comité ne devait pas leur donner d'instructions ou leur imposer de limitations.

## ANNEXE XI

### Compte rendu des déclarations entendues par le Président et le Vice-Président au Sud-Ouest africain

[On trouvera cette annexe, qui n'a été reproduite que sous forme mimeographiée, dans le document A/5212/Add.1.]

## ANNEXE XII

### Pétitions et communications écrites reçues par le Comité spécial

[On trouvera cette annexe, qui n'a été reproduite que sous forme mimeographiée, dans le document A/5212/Add.3.]

## ANNEXE XIII

### Projet de résolution concernant des pétitions et des communications relatives au Territoire du Sud-Ouest africain (approuvé à l'unanimité par le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain et proposé pour adoption à l'Assemblée générale)

*L'Assemblée générale,*

*Ayant accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 11 juillet 1950 sur la question du Sud-Ouest africain<sup>m</sup>,*

*Ayant habilité, par les dispositions du paragraphe 3 de sa résolution 1702 (XVI) en date du 19 décembre 1961, le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain à examiner des pétitions en se conformant dans toute la mesure possible à la procédure du régime des mandats de la Société des Nations,*

*Appelle l'attention des pétitionnaires intéressés sur le rapport du Comité spécial pour le Sud-Ouest africain présenté à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session et sur le rapport du Président et du Vice-Président du Comité spécial sur leur voyage en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, ainsi que sur les résolutions relatives à la question du Sud-Ouest africain que l'Assemblée générale a adoptées lors de sa dix-septième session.*

## ANNEXE XIV

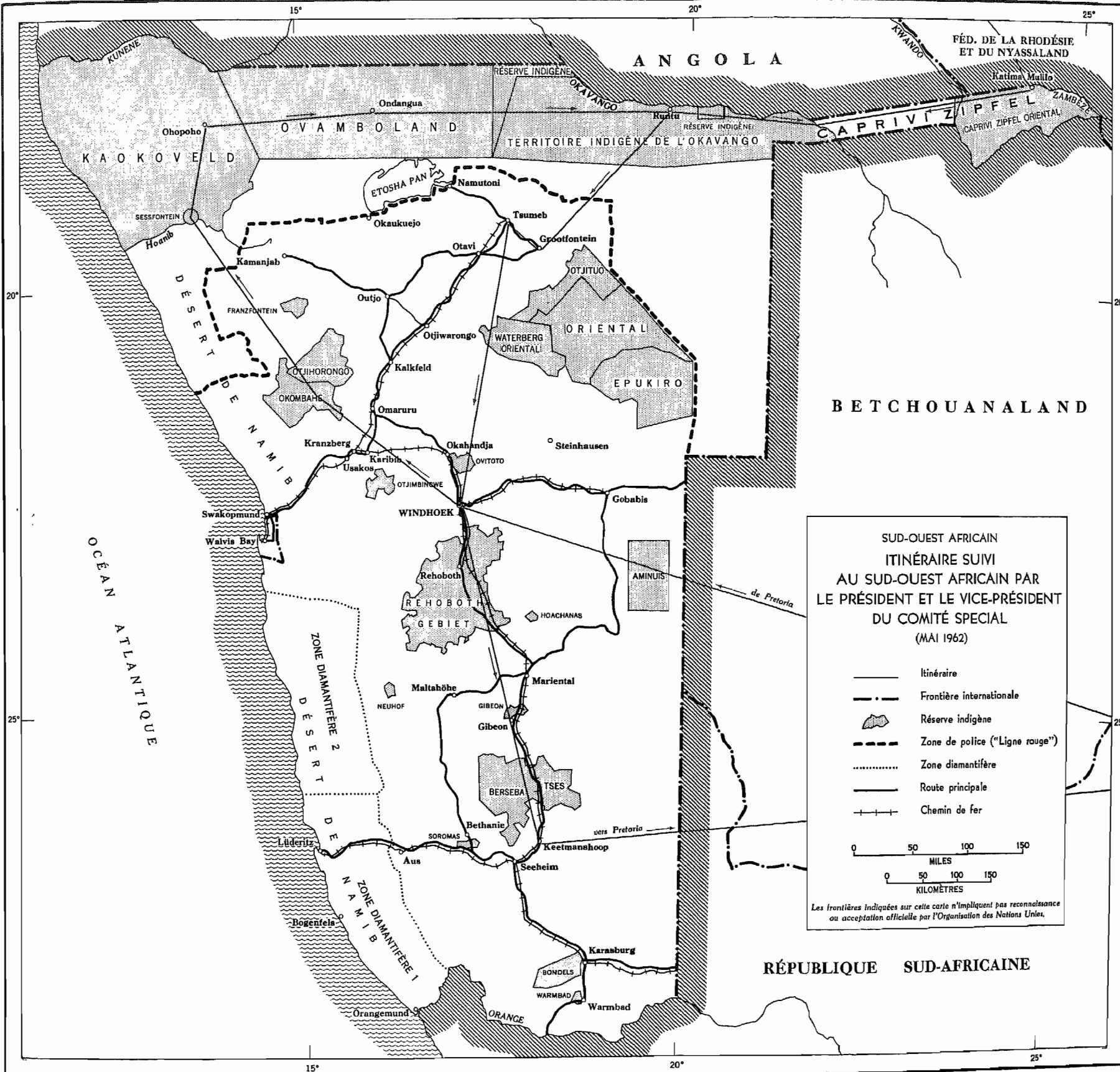
### Carte indiquant l'itinéraire suivi au Sud-Ouest africain par le Président et le Vice-Président du Comité spécial

(Voir hors-texte à la fin du volume.)

<sup>m</sup> Statut international du Sud-Ouest africain, avis consultatif: C.I.J., Recueil 1950, p. 128.

<sup>1</sup> Voir A/AC.110/SR.4.





# WHERE TO BUY UNITED NATIONS PUBLICATIONS AND THE PUBLICATIONS OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

## AFRICA

**CAMEROON:**  
LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE  
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.  
DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE  
DU LIVRE ET DE LA PRESSE, Sangmelima.

**CONGO (Léopoldville):**  
INSTITUT POLITIQUE CONGOLAIS  
B. P. 2307, Léopoldville.

**ETHIOPIA:** INTERNATIONAL PRESS AGENCY  
P. O. Box 120, Addis Ababa.

**GHANA:** UNIVERSITY BOOKSHOP  
University College of Ghana, Legon, Accra.

**KENYA:** THE E.S.A. BOOKSHOP, Box 30167, Nairobi.

**MOROCCO:** CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE DU B.E.P.I. 8, rue Michoux-Bellaire, Rabat.

**SOUTH AFRICA:** VAN SCHAICK'S BOOKSTORE (PTY) LTD.  
Church Street, Box 724, Pretoria.

**SOUTHERN RHODESIA:**  
THE BOOK CENTRE, First Street, Salisbury.

**UNITED ARAB REPUBLIC: LIBRAIRIE "LA RENAISSANCE D'EGYPTE"**  
9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

## ASIA

**BURMA:** CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT, Rangoon.

**CAMBODIA:** ENTREPRISE KHMERE DE LIBRAIRIE  
Imprimerie & Papeterie Sarl, Phnom-Penh.

**CEYLON:** LAKE HOUSE BOOKSHOP  
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.

**CHINA:**  
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.  
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.  
THE COMMERCIAL PRESS, LTD.  
211 Honan Road, Shanghai.

**HONG KONG:** THE WINDON BOOK COMPANY  
25 Nathan Road, Kowloon.

**INDIA:**  
ORIENT LONGMANS  
Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi and Hyderabad.

**OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY**  
New Delhi and Calcutta.

**P. VARADACHARY & COMPANY, Madras.**

**INDONESIA:**  
PEMBANGUNAN, LTD., Gunung Sahari 84, Djakarta.

**JAPAN:** MARUZEN COMPANY, LTD.  
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

**KOREA, REPUBLIC OF:**  
EUL-YOO PUBLISHING CO., LTD.  
5, 2-KA, Changno, Seoul.

**PAKISTAN:**  
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY  
Dacca, East Pakistan.

**PUBLISHERS UNITED, LTD., Lahore.**

**THOMAS & THOMAS, Karachi.**

**PHILIPPINES:**  
ALEMAR'S BOOK STORE, 769 Rizal Avenue, Manila.

**POPULAR BOOKSTORE, 1573 Doroteo Jose, Manila.**

**SINGAPORE:**  
THE CITY BOOK STORE, LTD., Collyer Quay.

**THAILAND:**  
PRAMUAN MIT, LTD.  
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

**NIBONDH & CO., LTD.**  
New Road, Sikok Phya Sri, Bangkok.

**SUKSAPAN PANIT**  
Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.

**VIET-NAM, REPUBLIC OF:**  
LIBRAIRIE-PAPETERIE XUAN THU  
185, rue Tu-da, B. P. 283, Saigon.

## EUROPE

**AUSTRIA:**  
GEROLD & COMPANY, Groben 31, Wien, I.  
B. WÜLLERSTORFF  
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

**GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.**

**BELGIUM:** AGENCE ET MESSAGERIES  
DE LA PRESSE, S. A.  
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

**BULGARIA:**  
RAZNOZNOS, 1, Tzar Assen, Sofia.

**CYPRUS:** PAN PUBLISHING HOUSE  
10 Alexander the Great Street, Strovolos.

**CZECHOSLOVAKIA:**  
ARTIA LTD., 30 vč Smečkáč, Praha, 2.  
ČESKOSLOVENSKÝ SPISOVATEL  
Národní Třída 9, Praha, 1.

**DENMARK:** EJNAR MUNKSGAARD, LTD.  
Nørregade 6, København, K.

**FINLAND:** AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA  
2 Keskuskatu, Helsinki.

**FRANCE:** ÉDITIONS A. PEDONE  
13, rue Soufflot, Paris (V<sup>e</sup>).

**GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF:**  
R. EISENSCHMIDT  
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

**ELWERT UND MEURER**  
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

**ALEXANDER HORN**  
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

**W. E. SAARBACH**  
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

**GREECE:** KAUFFMANN BOOKSHOP  
28 Stadion Street, Athens.

**HUNGARY:** KULTURA, P. O. Box 149, Budapest 62.

**ICELAND:** BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR  
EYMUNDSSONAR H. F.  
Austurstraeti 18, Reykjavik.

**IRELAND:** STATIONERY OFFICE, Dublin.

**ITALY:** LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI  
Via Gino Capponi 26, Firenze,  
and Via Paola Mercuri 19/B, Roma.

**LUXEMBOURG:**  
LIBRAIRIE J. TRAUSSCHUMMER  
Place du Théâtre, Luxembourg.

**NETHERLANDS:** N.V. MARTINUS NIJHOFF  
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

**NORWAY:** JOHAN GRUNDT TANUM  
Karl Johansgate, 41, Oslo.

**POLAND:** PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.

**PORTUGAL:** LIVRARIA RODRIGUES Y CIA.  
185 Rua Aurea, Lisboa.

**ROMANIA:** CARTIMEX, Str. Aristide Briand 14-18,  
P. O. Box 134-135, București.

**SPAIN:** LIBRERIA BOSCH  
11 Ronda Universidad, Barcelona.

**LIBRERIA MUNDI-PRENSA**  
Castella 37, Madrid.

**SWEDEN:**  
C. E. FRITZ'S KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B  
Fredsgatan 2, Stockholm.

**SWITZERLAND:**  
LIBRAIRIE PAYOT, S. A., Lausanne, Genève.  
HANS RAUNHARDT, Kirchgasse 17, Zürich 1.

**TURKEY:** LIBRAIRIE HACHETTE  
469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:**  
MEZHDUNARODNAYA KNYIGA  
Smolenskaya Ploshchad, Moskva.

**UNITED KINGDOM:**  
H. M. STATIONERY OFFICE  
P. O. Box 569, London, S.E.1  
(and HMSO branches in Belfast, Birmingham,  
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

**YUGOSLAVIA:**  
CANKARJEVA ZALOŽBA, Ljubljana, Slovenia.

**DRŽAVNO PREDUZEĆE**  
Jugoslavenska Knjižica, Terazije 27/11,  
Beograd.

**PROSVJETA**  
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

**PROSVETA PUBLISHING HOUSE**  
Import-Export Division, P. O. Box 559,  
Terazije 16/1, Beograd

**ARGENTINA:** EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.  
Alsina 500, Buenos Aires.

**BOLIVIA:** LIBRERIA SELECCIONES, Casilla 972, La Paz.

**BRAZIL:** LIVRARIA AGIR  
Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291,  
Rio de Janeiro.

**CHILE:**  
EDITORIAL DEL PACIFICO, Ahumada 57, Santiago.  
LIBRERIA IVENS, Casilla 205, Santiago.

**COLOMBIA:** LIBRERIA BUCHHOLZ  
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

**COSTA RICA:** IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS  
Aparlado 1313, San José.

**CUBA:** LA CASA BELGA, O'Reilly 455, La Habana.

**DOMINICAN REPUBLIC:** LIBRERIA DOMINICANA  
Mercedes 49, Santa Domingo.

**ECUADOR:**  
LIBRERIA CIENTIFICA, Casilla 362, Guayaquil.

**EL SALVADOR:** MANUEL NAVAS Y CIA.  
1a, Avenida sur 37, San Salvador.

**GUATEMALA:**  
SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA  
6a. Av. 14-33, Guatemala City.

**HAITI:** LIBRAIRIE "LA CARAVELLE"  
Port-au-Prince.

**HONDURAS:**  
LIBRERIA PANAMERICANA, Tegucigalpa.

**MEXICO:** EDITORIAL HERMES, S. A.  
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

**PANAMA:** JOSE MENENDEZ  
Agencia Internacional de Publicaciones,  
Aparlado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.

**PARAGUAY:**  
AGENCIA DE LIBRERIAS DE SALVADOR NIZZA  
Calle Pie. Franco No. 39-43, Asunción.

**PERU:** LIBRERIA INTERNACIONAL  
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

**URUGUAY:** REPRESENTACION DE EDITORIALES,  
PROF. H. D'ELIA  
Flaza Cagancho 1342, 1º piso, Montevideo.

**VENEZUELA:** LIBRERIA DEL ESTE  
Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

## MIDDLE EAST

**IRAQ:** MACKENZIE'S BOOKSHOP, Baghdad.

**ISRAEL:** BLUMSTEIN'S BOOKSTORES  
35 Allenby Rd. and 48 Nachlat Benjamen St.,  
Tel Aviv.

**JORDAN:** JOSEPH I. BAHOUS & CO.  
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

**LEBANON:**  
KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE  
92-94, rue Bliss, Beirut.

## NORTH AMERICA

**CANADA:** THE QUEEN'S PRINTER  
Ottawa, Ontario.

**UNITED STATES OF AMERICA:** SALES SECTION,  
UNITED NATIONS, New York.

## OCEANIA

**AUSTRALIA:**  
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S.A.

**UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.**

**THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY**  
Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.

**COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.**  
Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.

**MELBOURNE CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED**  
10 Bowen Street, Melbourne C.1, Vic.

**COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.**  
363 Swanston Street, Melbourne, Vic.

**THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A.**

**UNIVERSITY BOOKROOM**  
University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.

**UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED**  
Manning Road, University of Sydney, N.S.W.

**NEW ZEALAND:**  
GOVERNMENT PRINTING OFFICE  
Private Bag, Wellington  
(and Government Bookshops in Auckland,  
Christchurch and Dunedin)

[63E1]

Orders and inquiries from countries where sales agencies have not yet been established may be sent to: Sales Section, United Nations, New York, U.S.A., or to Sales Section, United Nations, Palais des Nations, Geneva, Switzerland.